



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

CONSEIL EXECUTIF DES TRANSPORTS URBAINS DE DAKAR (CETUD)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par le Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar (CETUD) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar (CETUD) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) l'examen des marchés passés par le CETUD, nous a permis de relever plusieurs non conformités, dans la conduite des procédures y relatives :
- le nombre de candidats ayant retiré les DAO, de même que leurs dénominations sociales ne sont pas systématiquement reportés dans les procès verbaux d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet d'apprécier l'étendue de la publicité et d'évaluer le produit de la vente des DAO,
 - les convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés pour se conformer à l'article 39 du CMP pour les inviter à assister aux séances de ladite Commission des Marchés ne sont pas établies dans le respect des délais règlementaires et classées dans les dossiers de marchés conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marchés (exemple de la Demande de Manifestation d'Intérêt portant préparation d'une expérience pilote d'un système de bus rapides),
 - les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, la qualité de membre titulaire ou de membre suppléant des personnes siégeant aux réunions de la Commission des Marchés ne sont pas précisées dans les procès- verbaux d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées,
 - les justificatifs de la transmission des procès- verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément aux prescriptions de l'article 67-4 du CMP ne figurent pas non plus dans les dossiers de marchés,
 - les lettres de notification de l'attribution provisoire, les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, les attestations de mainlevées des garanties de soumission et les supports de publication de l'attribution provisoire (article 83.3 du CMP), ne sont pas toujours classés dans les dossiers de marché,
 - les articles 81.3, 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 cités en référence dans les avis d'attribution provisoires et définitifs l'ont été en lieu et place des articles 83.3, 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ; une mise à jour des documents de publicité doit être effectuée,
 - les avis d'attribution définitive et leurs supports de publication (article 85-2-4 du CMP) ne sont pas systématiquement classés dans les dossiers de marchés,

- les attestations de précompte de la TVA et le justificatif de leur reversement, ne sont pas classés dans les dossiers de marchés conformément aux prescriptions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des pièces de marchés ;
- b) l'examen de la Demande de Manifestation d'intérêt, portant **Préparation d'une expérience pilote d'un système de bus rapides en site propre à DAKAR et de son programme d'investissement**, attribuée au **GROUPEMENT SCE-SAFEGE**, pour un montant de **987 882 euros (part bailleur) et 219 407 262 F CFA F CFA TTC (part locale)**, a permis de noter une succession de non conformités qui illustrent une insuffisante maîtrise des procédures de sélection de consultants :
- une grille de notation a été définie, en cours d'évaluation des manifestations d'intérêt, en violation des dispositions de l'article 59 du CMP qui stipule que les critères d'évaluation des Manifestations d'Intérêt et leurs poids respectifs dans la détermination de la note globale sont définis en amont dans les dossiers d'appel à la concurrence ; il s'y ajoute que cette grille revêt un caractère subjectif en ce sens que les appréciations vont de Très Satisfaisant à Insuffisant, en passant par Satisfaisant et Moyen, alors que les critères et sous critères doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés ;
 - la note technique minimale, requise au terme de l'évaluation des manifestations d'intérêt pour faire partie de la liste restreinte des candidats retenus, pour être invités à présenter une offre, a été modifiée en cours d'évaluation et a varié d'un rapport d'évaluation à l'autre, passant de 11 à 10 (trois rapports d'évaluation ont été préparés, datés respectivement, de septembre 2010, décembre 2010 et mars 2011) ;
 - l'examen du rapport d'évaluation des Manifestations d'Intérêt, établi en septembre 2010, a permis de noter des incohérences entre la numérotation des offres, telle qu'elle résulte du procès verbal d'ouverture des plis et cette même numérotation dans le rapport d'évaluation. En outre, nous notons que quatre des cinq critères retenus pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt, se recoupent et sont tous liés aux capacités professionnelles des candidats (critère 1 : Brochures et références de contrats analogues, critère 2 : capacités techniques et de gestion, qualifications spécifiques, critère 3 : expériences similaires des cinq dernières années, critère 4 : références clients). Ceci dénote une insuffisante maîtrise des modalités de préparation et d'évaluation des dossiers de Manifestations d'Intérêt ; par la suite, une autre short-list, dans laquelle figurent des entreprises qui n'avaient pas répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt, a été établie, suite à une autre consultation qui aurait été faite, le 1^{er} décembre 2012 ; aucune documentation n'a été versée au dossier pour cette consultation et aucun avis de non objection du bailleur, sur les différents rapports émis, n'a été renseigné, dans le dossier;

- l'examen de la demande de propositions a permis de noter une imprécision dans les modalités de mise en œuvre de la méthode de notation du personnel clé. Les DPAO se limitent à indiquer la répartition des points octroyés à chaque expert, attribuant 30% aux qualifications générales, 60% aux qualifications spécifiques pour la mission et 10% à l'expérience de la région. Pour chacun des critères ci-avant mentionnés, il aurait fallu préciser les modalités de mise en œuvre de la grille de notation, en définissant des sous-critères et en attribuant par exemple pour les qualifications générales et spécifiques, un nombre de points précis pour le niveau de formation requis, pour l'expérience générale (nombre de points par année d'expérience professionnelle plafonné à X points), pour l'expérience spécifique (nombre de points par mission similaire avec un maximum de X missions) ; la procédure a été anormalement longue et le rapport de présentation du CETUD daté du 04 juin 2013, indique que l'avis d'attribution provisoire a été publié le 24 avril 2013, après que l'IDA a donné son avis de non objection sur le projet de contrat ;
 - une retenue de 15% sur les redevances au sens de l'article 202.1 du CGI a été rajoutée aux honoraires imputés au CETUD. Il convient de noter que dès lors que la retenue de 15% vient en majoration du montant des honoraires initialement facturés, elle devra être réintégrée lors de la détermination de la base imposable à l'Impôt sur le Revenu. Par ailleurs, nous avons noté que la base de calcul de cette retenue (987 882 Euros) n'est pas correctement déterminée, car elle devrait se chiffrer à 839 700 Euros (1 013 950 – 174 250) ;
- c) L'examen de la procédure de **sélection d'un consultant en charge de l'assistance aux GIE pour l'exploitation des lignes concédées** attribuée à **Ibrahima Ndiaye pour 32 000 000 F CFA**, a permis de noter que des critères non annoncés dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt ont été utilisés pour l'évaluation des candidatures en violation des articles 59, 80, 82 du CMP et des directives de l'IDA pour la sélection et l'emploi de consultants. Par ailleurs, un critère discriminatoire et orienté relatif à l'exigence pour tout candidat, d'être un économiste des transports totalisant au moins huit ans d'expérience professionnelle, est inclus dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt, en violation du principe d'égalité de traitement des candidats ;
- d) l'examen de la Demande de Propositions relative à la **Sélection d'un Consultant pour la réalisation d'une mission de contrôle des travaux de finalisation du CCTV de Hann**, attribuée à **Mamadou Moussa Diarra**, pour un montant de **4 130 000 F CFA TTC**, nous a permis de noter que le marché a été conclu sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire. Nous précisons, sous ce rapport que les marchés relatifs aux prestations de contrôle et de supervision des travaux sont par excellence, le type de marché à conclure au temps passé, car, pour ce type de prestations, il est d'une part difficile de préciser l'étendue des services et d'autre part, la durée et le volume des services dépendent souvent de variables sur

lesquelles, le Consultant n'a pas de maîtrise ; cette remarque est également valable, pour **la Maîtrise d'œuvre des travaux de finition et d'aménagement Gare Baux Maraîchers**, confiée à **Allé Diouf**, pour un montant de **5 589 474 F CFA TTC** ;

e) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert portant **Sélection du Gestionnaire de la gare routière interurbaine des baux maraîchers**, attribué à **SENECARTOURS**, pour un montant de **117 262 621 F CFA TTC** a permis d'identifier plusieurs non conformités :

- l'avis d'appel d'offres , n'a pas été préparé conformément aux dispositions de l'article 66.2 du CMP qui indique les mentions obligatoires devant figurer dans un avis d'appel d'offres car, les exigences en matière de qualification n'y ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats ;
- l'analyse du procès verbal d'attribution nous a permis de noter que SENECA TOURS, attributaire du marché, n'a pas satisfait aux critères de qualification relatifs d'une part, à l'expérience en matière de gestion du mobilier urbain, pour lequel, il a obtenu une note de 0/7 et d'autre part, à l'expérience en matière de gestion et d'exploitation d'équipements marchands, pour lequel, il a fourni des attestations dans la gestion de parcs de véhicules, depuis plus de cinq années, qui ne sauraient faire office d'expérience dans la gestion des équipements marchands. Nous précisons que les équipements marchands sont en général constitués par les halles et marchés, les gares routières, les aires de stationnement et que la gestion de ces équipements marchands consiste à organiser les halls d'attente des gares, donner en location les boutiques, les stations- services, les restaurants ou les cafétérias, les toilettes, assurer le service de nettoyage, l'adduction d'eau, l'entretien des installations électriques etc. La gestion et l'exploitation d'une structure de location de voitures et de transport touristique ne peut pas, à notre avis, être assimilée à la gestion et à l'exploitation d'équipements marchands. L'analyse du procès verbal d'évaluation a permis de noter qu'en lieu et place du Gestionnaire justifiant d'un diplôme Bac + 4 en administration et gestion, requis dans le DAO, SENECA TOURS a proposé un Informaticien. Nonobstant la série de non conformités ci-avant mentionnées, l'offre de SENECA TOURS a été déclarée recevable, conforme pour l'essentiel, admise pour examen détaillé et considérée comme satisfaisant aux critères de qualification.
- les critères d'évaluation des offres financières, définis dans les conditions particulières, (crédibilité du compte d'exploitation prévisionnel, exhaustivité du compte d'exploitation prévisionnel, consistance de la redevance de fonctionnement proposé) sont subjectifs car, au stade de l'évaluation des offres financières, il n'est pas pertinent d'introduire d'autres critères que celui qui attribue la note maximale au prix le plus bas, parmi les offres techniquement aptes, au regard de l'évaluation technique, les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées étant supposées éliminées; comme indiqué à la note a) ci-avant, les critères et sous critères de jugement des

offres doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés.

- l'examen du procès-verbal d'ouverture des offres financières, a permis de noter que le prix proposé par SENECARTOURS, n'y est pas consigné; ledit procès-verbal doit, impérativement, rappeler la note technique obtenue par tous les candidats invités, à participer à l'ouverture des offres financières et indiquer le prix proposé, par chaque candidat ;
- f) L'examen de l'appel d'offres relatif à la sélection d'un prestataire pour la **couverture d'assurance maladie du personnel du CETUD**, attribué à **ASKIA ASSURANCE**, pour un montant de **30 976 532 F CFA TTC**, nous a permis de noter que toutes les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres, en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP, qui indique les mentions obligatoires à insérer dans les avis d'appel d'offres ; le contrôle de l'exécution financière du contrat a permis de constater que les appels de primes ont été émis par la Société de Courtage HORIZONS ASSURANCES, qui agirait comme apporteur d'affaires, alors qu'elle n'a pas agi comme tel dans la procédure d'appel d'offres. L'intrusion de la Société de Courtage en Assurances après l'attribution du marché est généralement, le moyen dont usent les autorités contractantes, pour imposer l'Assureur Conseil qui les a assisté pour préparer le Dossier d'Appel d'Offres, conduire l'évaluation des offres. La mission de l'Assureur Conseil est une mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et la sélection de ce prestataire doit être effectuée conformément aux dispositions spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles.
- g) l'examen de la DRP relative à la **sélection de prestataires pour la fourniture d'agendas et de chevalets (Lot N° 1)** pour **6 835 500 F CFA TTC** et de **sacs et de porte-documents en cuir (Lot N° 2)** pour **1 184 130 F CFA TTC pour l'année 2012** attribuée à **SOGEMAC**, nous a permis de noter que l'attributaire initial du lot N° 2 DAK'OR a transmis au CETUD une lettre de désistement au motif qu'il n'était pas en mesure de se conformer à l'exigence de livrer des sacs et porte-documents en cuir. Ceci est une illustration des insuffisances dans la conduite du processus d'évaluation des offres notamment par la mise en œuvre d'un contrôle formel du respect des spécifications techniques définies dans le cahier des charges.
- h) la **Fourniture d'Agendas et de Chevalets pour l'exercice 2012** avait déjà donné lieu à la conclusion d'un premier contrat avec **SELENA COMMUNICATION** en date du 06 Janvier 2012, pour un montant de **8 614 000 F CFA TTC** hors procédure concurrentielle documentée. Ainsi, deux contrats ont été conclus pour l'acquisition d'agendas et de chevalets pour un montant cumulé estimé à 16 633 630 F CFA TTC. Cette démultiplication de commandes, dont le cumul dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres, est assimilable à un fractionnement des marchés, proscrit par l'article 54-2 du CMP ; ces acquisitions récurrentes auraient dû donner lieu à l'organisation d'appels d'offres, avec conclusion de marchés à commandes ou de marchés de clientèle ;

- i) l'examen de la DRP relative à **l'acquisition d'agendas 2013 (souscrit le 07 décembre 2012)**, en deux lots, attribuée à **SOGEMAC pour le lot N° 1** pour un montant de **6 214 411 F CFA TTC** et à **GRAPHI PLUS pour le lot N° 2** pour un montant de **2 368 142 F CFA TTC**, a permis de constater que le CETUD a conclu un avenant pour la livraison d'agendas supplémentaires une semaine après que la livraison totale du marché de base a été effectuée. Cet avenant a été conclu en violation de l'article 23 du CMP aux termes duquel, « aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet ». Par ailleurs, l'examen du dossier de marché a permis d'identifier une lettre de désistement pour le lot N° 2 du candidat SELENA COMMUNICATION en date du 26 novembre 2012 qui a été prise en compte par la Commission des Marchés qui a proposé l'attribution dudit lot au second moins disant en violation de l'article 59 du CMP. Nous rappelons sous ce rapport que le retrait d'une soumission n'est recevable qu'avant la date d'ouverture des plis et que le candidat reste engagé par son offre pendant toute la durée de validité des offres fixée dans le dossier d'appel à la concurrence. A l'examen du contenu du procès verbal d'attribution, il apparaît que la vérification des offres au regard des spécifications techniques des agendas et calendriers définies dans le cahier des charges n'avait pas été formellement effectuée en violation de l'article 59 du CMP ; ce constat avait été fait au point g) ci-avant ;
- j) l'examen de la procédure relative à **l'acquisition de matériels et d'équipements de réseaux, attribuée par article à NEDGE (Switch) pour un montant de 362 260 F CFA TTC**, à **OUMOU INFORMATIQUE (Modem-Routeur, Points d'accès)** pour les montants respectifs de **88 500 F CFA TTC** et **283 200 F CFA TTC** et à **CARREFOUR INFORMATIQUE (Disques Durs)** pour un montant de **106 200 F CFA TTC** nous a permis de noter qu'il a été exécuté comme un marché à commande, alors que l'avis de la DCMP n'a pas été requis, en violation de l'article 140.a du CMP. Par ailleurs, pour l'achat de deux Switch, le CETUD a requis du candidat NEDGE moins disant conforme, la réduction de ses délais de livraison en raison de l'urgence à mettre en place des Switch intelligents du fait de la survenance d'une panne sur le réseau informatique du CETUD; face à l'incapacité du candidat de réduire les délais proposés dans son offre, le second moins disant OUMOU INFORMATIQUE a été déclaré attributaire de cet article. En procédant de la sorte, l'Autorité Contractante viole le principe de l'intangibilité des offres, modifie les spécifications techniques puisqu'il n'était pas question d'acquérir des Switch intelligents.
- k) la **DRP portant sur la Sélection d'un consultant pour l'assistance à la conception et à l'organisation de la cérémonie d'inauguration du CCTVA**, attribuée à **POLYSERVICES**, pour un montant de **23 824 790 F CFA TTC**, dont l'objet porte sur l'organisation matérielle de la cérémonie, avec la fourniture de tentes, tribunes, sono, podium, a été lancée comme un marché de prestations intellectuelles, alors qu'à notre avis, il s'agit d'un marché de service ; par ailleurs, la commission technique est composée de deux (02) membres, alors qu'il est requis un minimum de trois (3) membres, pour valider l'évaluation ;

I) OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DU GRAND LIVRE

- nous avons relevé, à partir de l'extrait de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et du grand livre, **plusieurs commandes**, pour lesquelles, aucun justificatif de la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle de sélection des prestataires ne nous a été fourni et aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été classé dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP. Ces achats hors procédures concurrentielles documentées portent sur les opérations ci-après :
- travaux de raccordement électrique du centre de visite technique de véhicules automobiles (Ex-TP SOM), attribués à TECHNOPOLE pour 1 078 500 F CFA,
 - fourniture de scanner de production au CETUD, attribuée à SECOMDIS, pour 10 668 857 F CFA,
 - Étude portant sur le renouvellement du parc de véhicules de transport public routier interurbain de voyageurs et la professionnalisation des acteurs du transport au Sénégal sur l'AXE SUD, attribuée à IBRAHIMA NDIAYE, pour 7 790 000 F CFA,
 - Kit de transfert (ITB) pour la réparation de l'imprimante HP CP 3525dn, attribué à MC3 SENEGAL SARL, pour 364 500 F CFA,
 - Modification de la structure du plan Budgétaire pour l'amener à 6 niveaux, attribuée à CABINET 2 DBC, pour 885 000 F CFA,
 - Publi reportage sur « la Mobilité Urbaine » Interview avec le Directeur Général, attribué à TRANSPORTS ET ROUTES, pour 1 416 000 F CFA,
 - Assistance annuelle sur les logiciels, attribuée à CABINET 2 DBC, pour 3 540 000 F CFA,
 - Fourniture et pose stores californiens, attribuée à PRIMEX, pour 2 100 000 F CFA,
 - Réalisation d'un film sur le secteur de transport, attribuée à LOGUISS CINEPROD, pour 1 937 770 F CFA,
 - Insertion publicitaire dans l'annuaire des collectivités locales, attribuée à VSM SARL, pour 1 062 000 F CFA,
 - Raccordement en enrobés de la partie Intérieure (en pavé avec la partie Extérieure, Bitumé de l'Accès Principal) au Centre de Contrôle Technique des Véhicules, attribué à GTER, pour 944 000 F CFA; cette acquisition a été faite en régularisation d'opérations déjà exécutées, en violation de l'article 44 du COA, en effet, le bon de commande, daté du 02 mars 2012 est postérieur à la facture et au Procès Verbal de réception qui sont datés du 03 février 2012;
 - Réalisation des travaux de VRD, attribuée à ECTP, pour 6 250 000 F CFA ;
 - **Pour la sélection de consultant pour l'Étude de satisfaction des usagers du service public de transport urbains**, attribuée à INEF SAGEP pour un montant de **15 652 500 F CFA TTC**, l'examen du procès-verbal d'attribution nous a permis de constater la présence, sur le tableau d'évaluation de deux candidats, alors que l'ouverture d'un délai supplémentaire d'au moins quinze (15) jours, n'a pas été renseignée dans le dossier ; en effet, aux termes de l'article 58 de la directive N°04/2005/UEMOA, portant procédures de passation des marchés publics, lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis, aux heure et date limite de réception des offres, pour une consultation restreinte, un nouveau délai est ouvert à l'issue duquel, il peut être procédé à l'ouverture des plis, quel que soit le nombre de plis reçus.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

- a) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 142 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- c) l'examen des marchés passés par le CETUD, nous a permis de noter que les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions, de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;
- d) l'examen de la DRP relative à la sélection d'un prestataire pour la **fourniture de consommables et accessoires informatiques en deux (2) lots**, attribuée à **BISS MULTIMEDIA pour le Lot N° 1** et **MASTER OFFICE pour le Lot N° 2**, pour les montants respectifs de **4 438 145 F CFA TTC** et **541 234 F CFA TTC**, nous a permis de constater que certaines lettres d'invitation ont été reçues et déchargées par des sociétés à qui elles n'étaient pas adressées ; ainsi, la lettre d'invitation de M.C.I a été déchargée par BUROTIC DIFFUSION, celle de BUROTIC DIFFUSION, par MASTER OFFICE, celle de MASTER OFFICE, par BISS MULTIMEDIA et celle de BISS MULTIMEDIA, par M.C.I, ce qui met en doute, la transparence du processus ;

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	12
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	13
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	14
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	33
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	35
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	37
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	47
2.1 Présentation du CETUD	48
2.2 Contexte de l'intervention	49
2.3 Objectifs de la mission	50
2.3.1 Objectifs généraux	50
2.3.2 Objectifs spécifiques	50
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	51
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	53
3 Approche méthodologique	55
3.1 Revue approfondie des textes de référence	56
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	57
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	58
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	59
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	60
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	61
4 Résultats des travaux	63
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	64
4.1.1 Commission des marchés	64
4.1.2 Cellule de passation des marchés	65
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	65
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	65
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	65
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	65
4.1.5 Rappel des seuils applicables au CETUD	66
4.2 Examen des marchés	67
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	67
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Manifestations d'Intérêt	69
4.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres	81
4.2.4 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	88
4.2.5 Opérations passées par commande directe et/ou sélectionnées à partir de la balance fournisseurs	103

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CETUD	Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

DMI PREPARATION D'UNE EXPERIENCE PILOTE D'UN SYSTEME DE BUS RAPIDES EN SITE PROPRE A DAKAR ET DE SON PROGRAMME D'INVESTISSEMENT : GROUPEMENT SCE – SAFEGE - 987 882 EUROS (PART BAILLEUR) et 219 407 262 F CFA F CFA TTC (PART LOCALE)

Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, la qualité de membre titulaire ou de suppléant des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés ne sont pas précisées dans les procès verbaux d'ouverture des manifestations d'intérêt ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées ;

Les convocations transmises aux membres de la commission des marchés ne sont pas classées dans le dossier de marché pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;

Mis à part les procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation et d'adoption des résultats du comité d'évaluation, les documents relatifs à la manifestation d'intérêt (Appel à Manifestation d'Intérêt, Dossiers de candidatures,) n'ont pas été joints au dossier ;

- a) l'examen de la Demande de Manifestation d'intérêt, portant **Préparation d'une expérience pilote d'un système de bus rapides en site propre à DAKAR et de son programme d'investissement**, attribué au **GROUPEMENT SCE-SAFEGE**, pour un montant de **987 882 euros (part bailleur) et 219 407 262 F CFA F CFA TTC (part locale)**, a permis de noter une succession de non conformités qui illustrent une insuffisante maîtrise des procédures de sélection de consultants :
 - une grille de notation a été définie, en cours d'évaluation des manifestations d'intérêt, en violation des dispositions de l'article 59 du CMP qui stipule que les critères d'évaluation des Manifestations d'Intérêt et leurs poids respectifs dans la détermination de la note globale sont définis en amont dans les dossiers d'appel à la concurrence ; il s'y ajoute que cette grille revêt un caractère subjectif en ce sens que les appréciations vont de Très Satisfaisant à Insuffisant, en passant par Satisfaisant et Moyen, alors que les critères et sous critères doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés ;
 - la note technique minimale, requise au terme de l'évaluation des manifestations d'intérêt pour faire partie de la liste restreinte

des candidats retenus, pour être invités à présenter une offre, a été modifiée en cours d'évaluation et a varié d'un rapport d'évaluation à l'autre, passant de 11 à 10 (trois rapports d'évaluation ont été préparés, datés respectivement, de septembre 2010, décembre 2010 et mars 2011) ;

- l'examen du rapport d'évaluation des Manifestations d'Intérêt, établi en septembre 2010, a permis de noter des incohérences entre la numérotation des offres, telle qu'elle résulte du procès verbal d'ouverture des plis et cette même numérotation dans le rapport d'évaluation. En outre, nous notons que quatre des cinq critères retenus pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt, se recoupent et sont tous liés aux capacités professionnelles des candidats (critère 1 : Brochures et références de contrats analogues, critère 2 : capacités techniques et de gestion, qualifications spécifiques, critère 3 : expériences similaires des cinq dernières années, critère 4 : références clients). Ceci dénote une insuffisante maîtrise des modalités de préparation et d'évaluation des dossiers de Manifestations d'Intérêt ; par la suite, une autre short-list, dans laquelle figure des entreprises qui n'avaient pas répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt, a été établie, suite à une autre consultation qui aurait été faite, le 1^{er} décembre 2012 ; aucune documentation n'a été versée au dossier pour cette consultation et aucun avis de non objection du bailleur, sur les différents rapports émis, n'a été renseigné, dans le dossier ;
- l'examen de la demande de propositions a permis de noter une imprécision dans les modalités de mise en œuvre de la méthode de notation du personnel clé. Les DPAO se limitent à indiquer la répartition des points octroyés à chaque expert, attribuant 30% aux qualifications générales, 60% aux qualifications spécifiques pour la mission et 10% à l'expérience de la région. Pour chacun des critères ci-avant mentionnés, il aurait fallu préciser les modalités de mise en œuvre de la grille de notation, en définissant des sous-critères et en attribuant par exemple pour les qualifications générales et spécifiques, un nombre de points précis pour le niveau de formation requis, pour l'expérience générale (nombre de points par année d'expérience professionnelle plafonné à X points), pour l'expérience spécifique (nombre de points par mission similaire avec un maximum de X missions) ; la procédure a été anormalement longue et le rapport de présentation du CETUD daté du 04 juin 2013, indique que l'avis d'attribution provisoire a été publié le 24 avril 2013, après que l'IDA a donné son avis de non objection sur le projet de contrat ;
- une retenue de 15% sur les redevances au sens de l'article 202.1 du CGI a été rajoutée aux honoraires imputés au CETUD. Il convient de noter que dès lors que la retenue de 15% vient en majoration du montant des honoraires initialement facturés, elle devra être réintégrée lors de la détermination de la base imposable à l'Impôt sur le Revenu. Par ailleurs, nous avons noté que la base de calcul de cette retenue (987 882 Euros) n'est pas correctement déterminée, car elle devrait se chiffrer à 839 700 Euros (1 013 950 – 174 250).

Nous avons noté au niveau de l'offre technique du prestataire une incohérence entre le calendrier du personnel et la ventilation de la rémunération. S'agissant d'un marché à prix global et forfaitaire, il n'y a pas lieu de procéder à la correction des offres financières pour la mise en cohérence des honoraires et frais avec les informations relatives au calendrier d'intervention figurant dans l'offre technique. Cependant, le CETUD aurait dû tenir compte de ces éléments dans l'aspect financier des négociations qui ont suivi la notification de l'attribution.

AMI SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ASSISTANCE AUX GIE POUR L'EXPLOITATION DES LIGNES CONCEDEES : IBRAHIMA NDIAYE – 32 000 000 F CFA TTC

Les Procès Verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution de la manifestation d'intérêt ont été confondus dans un même document, alors qu'il faut établir des Procès Verbaux distincts, à chaque étape de la procédure ;

Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission, pour la séance d'ouverture des plis, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du Procès Verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires, conformément à l'article 67.4 du CMP ;

L'examen de la procédure de **sélection d'un consultant en charge de l'assistance aux GIE pour l'exploitation des lignes concédées** attribuée à **Ibrahima Ndiaye pour 32 000 000 F CFA**, a permis de noter que des critères non annoncés dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt ont été utilisés pour l'évaluation des candidatures en violation des articles 59, 80, 82 du CMP et des directives de l'IDA pour la sélection et l'emploi de consultants. Par ailleurs, un critère discriminatoire et orienté relatif à l'exigence pour tout candidat, d'être un économiste des transports totalisant au moins huit ans d'expérience professionnelle, est inclus dans l'AMI, en violation du principe d'égalité de traitement des candidats.

La lettre de notification de l'attribution du marché n'a pas été classée dans le dossier ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres n'ont pas été classées dans le dossier ;

Les rapports déposés par le consultant n'ont pas été classés dans le dossier, pour nous permettre de nous assurer de la matérialité de l'exécution du contrat ;

Des pénalités de retard n'ont pas été prévues dans les conditions particulières du marché, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.

DP MISSION DE CONTROLE DES TRAVAUX DE FINALISATION DU CCTV DE HANN : MAMADOU MOUSSA DIARRA - 4 130 000 F CFA TTC

Les lettres d'invitation adressées aux candidats sollicités et devant porter accusé de réception desdits candidats n'ont pas été jointes au dossier ;

Un procès-verbal unique dit « procès-verbal de dépouillement » a été établi qui résume les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, alors qu'il faut établir des Procès Verbaux distincts, à chaque étape de la procédure ;

Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été jointes au dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

Les marchés relatifs aux prestations de contrôle et de supervision des travaux sont par excellence le type de marché à conclure au temps passé et non à prix global et forfaitaire. En effet, pour ce type de prestations, il est toujours difficile de préciser l'étendue des services et par ailleurs, la durée et le volume des services dépendent souvent de variables sur lesquelles le Consultant n'a pas de maîtrise.

AO SELECTION DU GESTIONNAIRE DE LA GARE ROUTIERE INTERURBAINE DES BAUX MARAICHERS : SENECA TOURS - 117 262 621 F CFA TTC

Le DAO qui a été établi ne suit pas le modèle type édicté par l'ARMP ;

L'avis d'appel d'offres n'a pas été préparé en se conformant aux dispositions de l'article 66.2 du CMP qui indique les mentions obligatoires devant figurer dans un Avis d'Appel d'Offres. Il ressort de l'examen de l'Avis d'Appel d'Offres que les exigences en matière de qualification ne sont pas portées à la connaissance des potentiels candidats qui ne peuvent savoir s'ils sont en mesure de prendre part à l'appel d'offres ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis ;

Les critères d'évaluation des offres financières définis dans les conditions particulières sont subjectifs (crédibilité du compte d'exploitation prévisionnel, exhaustivité du compte d'exploitation prévisionnel, consistance de la redevance de fonctionnement proposé).

Au stade de l'évaluation des offres financières, le seul critère pertinent est celui qui attribue la note maximale au prix le plus bas parmi les offres techniquement aptes au regard de l'évaluation technique car, à ce stade, les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées ont été éliminées ;

Le DAO avait spécifié que le gestionnaire retenu devait avoir une expérience en matière de gestion et d'exploitation d'équipements marchands ou de mobilier urbain ; au regard de la notation des offres techniques, il apparaît que l'attributaire du marché notamment SENECARTOURS a obtenu une note de 0/7 pour cet aspect relatif à la gestion du mobilier urbain. Quant à la gestion des équipements marchands, il a fourni des attestations dans la gestion de parcs de véhicules depuis plus de cinq années dans son domaine de compétence ce qui n'est pas la même chose que la gestion des équipements marchands.

En dépit de ces manquements, l'offre technique de SENECARTOURS a été jugée conforme. De plus, ils ont proposé un informaticien en qualité de gérant en lieu et place d'un gestionnaire diplômé BAC + 4 en administration et gestion tel que requis dans le DAO. Nonobstant tout cela, la DCM a donné son avis favorable sur l'évaluation technique du marché en évoquant le fait que le CETUD a apporté des éclairages sur le fait que le candidat SENECARTOURS a présenté dans son offre des références dans le domaine de la gestion et de l'exploitation de la location de voitures et du transport touristique qui se rapportent au sous critère demandé à savoir la gestion et l'exploitation d'équipements marchands. Cette interprétation ne nous semble pas conforme à la réalité des choses. Les équipements marchands, ce sont des marchés, des gares routières, des aires de stationnement ; gérer ces équipements, c'est par exemple organiser le hall d'attente de la gare, donner en location les boutiques, les stations- services, le restaurant ou la cafétéria, les toilettes, assurer le service de nettoyage, l'adduction d'eau, l'entretien des installations électriques... ;

La lettre d'invitation adressée à SENECARTOURS à l'ouverture de son offre financière datée du 14 juillet 2011 avait indiqué une date d'ouverture fixée le 28 juillet 2011 alors que l'ouverture de cette offre a eu effectivement lieu le 29 juillet 2012 tel indiqué dans le procès verbal y relatif. Les reports de date d'ouverture des offres doivent être formalisés et une nouvelle invitation adressée à tous les candidats dont l'offre a obtenu la note technique minimale ;

L'examen du procès- verbal d'ouverture des offres financières, a permis de noter que le prix proposé par SENECARTOURS n'y est pas consigné. Ledit procès- verbal doit impérativement rappeler la note technique obtenue par tous les candidats invités à participer à l'ouverture des offres financières et indiquer le prix proposé par chaque candidat ;

Le contrat qui nous a été transmis n'a pas été soumis à l'enregistrement en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Les articles 81 alinéa 3, 86 et 87 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (décision d'attribution), 88 et 89 (recours en matière de passation des marchés publics) du CMP ;

L'attestation d'existence de crédits et les documents liés à l'exécution et au règlement du marché ne sont pas joints au dossier.

AO RELATIF A L'ASSURANCE MALADIE DU PERSONNEL DU CETUD : ASKIA ASSURANCE - 30 976 532 F CFA TTC

Toutes les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres (DAO), en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;

Le nombre de prestataires ayant acquis le DAO n'a pas été mentionné à l'ouverture des plis, alors que cette information permet d'apprécier l'étendue de la publicité mais également, de valoriser le produit de la vente des DAO ;

Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats, d'exercer leur droit de recours éventuel ;

Les attestations de mainlevées des garanties de soumission des candidats non retenus n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

Le support de publication de l'attribution provisoire du marché n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

La lettre de notification de l'attribution définitive et le support de publication de l'attribution définitive n'ont pas été classés dans le dossier en violation de l'article 85 du CMP ;

Le contrôle de l'exécution financière du contrat a permis de constater que les appels de primes ont été émis par la Société de Courtage HORIZONS ASSURANCES, qui agirait comme apporteur d'affaires, alors qu'elle n'a pas agi comme tel dans la procédure d'appel d'offres. L'intrusion de la Société de Courtage en Assurances après l'attribution du marché est généralement, le moyen dont usent les autorités contractantes, pour imposer l'Assureur Conseil qui les a assisté pour préparer le Dossier d'Appel d'Offres, effectuer l'évaluation des offres. La mission de l'Assureur Conseil est une mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et la sélection de ce prestataire doit être effectuée conformément aux dispositions spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles.

DRP Fourniture d'agendas 2013 pour le CETUD : Lot 1 SOGEMAC - 6 214 411 F CFA TTC - Lot 2 GRAPHI PLUS - 2 368 142 F CFA TTC

Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès verbal d'attribution, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt;

Les pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP telles que les attestations de la CSS, de l'IPRES, IRT, le quitus fiscal... ne figurent pas dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA et du RC ;

Le cahier des charges devant faire la description des prestations ou fournitures requises et les spécifications techniques s'y rapportant n'a pas été joint au dossier ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres n'ont pas été établies. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les factures pro forma des sociétés Polykrome et La Rochette sont identiques sur la présentation ;

Le PV d'ouverture des plis, les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus, les contrats, les attestations de précompte TVA, les justificatifs de leur reversement et le justificatif de paiement (chèque) du lot 1 n'ont pas été versés au dossier.

DRP Fourniture Agendas 2012 : SOGEMAC - Lot 1 : 6 835 500 F CFA TTC - Lot 2 : 1 184 130 F CFA TTC

Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès verbal d'attribution ;

Les PV d'ouverture des plis, dévaluation des offres et d'attribution du marché n'ont pas été classés dans le dossier ;

L'attributaire initial du lot N° 2 DAK'OR a transmis au CETUD, une lettre de désistement au motif qu'il n'était pas en mesure de se conformer à l'exigence de livrer des sacs et porte-documents en cuir. Ceci est une illustration des insuffisances dans la conduite du processus d'évaluation des offres notamment par la mise en œuvre d'un contrôle formel du respect des spécifications techniques définies dans le cahier des charges.

Les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus, le contrat du lot 1 et les documents liés à l'exécution et au règlement (chèque) du marché n'ont pas été versés au dossier ;

Le contrat n'a pas soumis à la formalité d'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CMP.

DRP NETTOIEMENT CETUD, ENLEVEMENT ORDURES 2012 : LOC SET SURL- 354 000 F CFA TTC

Les lettres d'invitation n'ont pas fait mention de pièces administratives à déposer, ceci en violation de l'article 44 du CMP ;

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424.12 du CGI ;

L'offre de SENTHRAS n'a pas été jointe au dossier.

DRP MATERIEL ET EQUIPEMENT RESEAUX : NEDGE - 362 260 F CFA TTC - OUMOU INFORMATIQUE - 88 500 F CFA TTC - OUMOU INFORMATIQUE - 283 200 F CFA TTC - CARREFOUR INFORMATIQUE - 106 200 F CFA TTC

Un procès-verbal unique dit « procès-verbal d'attribution » a été établi qui résume les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées ;

Au regard du processus déroulé pour l'attribution du marché, nous sommes sur un cas de marché à commande qui requière l'avis de la DCMP, ce qui n'a pas été st le cas pour l'attribution du Switch. Tout ceci est une violation de l'article 140 du CMP qui stipule qu' « à ce titre la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation de la procédure de passation concernant les marchés à commande..... » ;

La lettre de notification de l'attribution et les lettres d'informations des candidats évincés du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans le dossier ; l'information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le cahier des charges et le modèle de lettre d'invitation n'ayant pas été versés au dossier, nous n'avons pas été en mesure d'apprécier, le respect des caractéristiques techniques exposés dans l'évaluation de la conformité des offres et surtout la date de dépôt de plis donc le délai de préparation ;

DRP Lot 1 FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES : BISS MULTIMEDIA - 4 438 145 F CFA TTC - Lot 2 ACCESSOIRES INFORMATIQUES : MASTER OFFICE - 541 234 F CFA

L'examen du dossier nous a permis de constater que certaines lettres d'invitation ont été reçues et déchargées par des sociétés à qui elles n'étaient pas adressées ; la lettre d'invitation de M.C.I a été déchargée par BUROTIC DIFFUSION ; celle de BUROTIC DIFFUSION par MASTER OFFICE ; celle de MASTER OFFICE par BISS MULTIMEDIA et celle de BISS MULTIMEDIA par M.C.I ; ceci nous semble constituer une entrave à la transparence de la procédure ;

Seule l'offre de MASTER OFFICE est accompagnée du modèle d'acte d'engagement et de la charge de transparence et d'éthique en matière de Marchés Publics ;

Le délai de trois (03) jours pour la préparation des offres est court ;

Le contrat de BISS MULTIMEDIA n'est pas enregistré à la DGID, en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.

DRP ASSISTANCE A LA CONCEPTION ET A L'ORGANISATION DE LA CEREMONIE D'INAUGURATION CCTVA : POLYSERVICES -23 824 790 F CFA TTC

La commission technique est composée de deux (02) membres, alors qu'un minimum de trois membres est exigé ;

Le contrat n'est pas enregistré à la DGID en violation de l'article 424-12 du CGI et le cachet du consultant n'y est pas apposé ;

L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.

OPÉRATIONS PASSÉES PAR COMMANDE DIRECTE ET/OU SELECTIONNES A PARTIR DE LA BALANCE FOURNISSEURS

OBSERVATIONS COMMUNES FAITES POUR TOUTES CES OPERATIONS

Les bases de sélection des fournisseurs n'ont pas été précisées. Même s'il s'agit de prestations dispensées de la forme écrite car les seuils n'ayant pas atteint le seuil arrêté par le MEF, un minimum de formalisme était requis. En effet, le CETUD aurait dû requérir cinq factures pro forma pour une comparaison de prix et faire son choix par la suite.

Les attestations de précompte TVA et les justificatifs de leur reversement n'ont pas été joints aux dossiers.

Etude topographique de la voie de raccordement du CCTV : Bureau d'Etudes Techniques Plus – 2 500 000 F CFA TTC

Le rapport relatif à l'étude et l'attestation de service fait n'ont pas été joints au dossier ;

Travaux supplémentaires d'entretien et de réhabilitation du bâtiment Siège du CETUD : MAXEN - 4 758 618 F CFA TTC

Il est indiqué dans le PV d'attribution joint à la liasse que cinq entreprises de la place ont été sollicitées le 03 avril 2012, cependant, ces lettres n'ont pas été versées au dossier ;

Au regard de la consistance des travaux, même si les prestations ne dépassent pas le seuil des contrats dispensés de forme écrite (5 000 000 F CFA), une DRP en bonne et due forme aurait dû être menée, avec un cahier de charges convenablement élaboré. Cependant, la liasse ne comporte que les éléments d'exécution (décompte final, PV de réception, bon de commande) et de règlement (chèque). Les offres des autres soumissionnaires consultés ne sont pas non plus jointes au dossier.

Mission d'étude et contrôle de divers travaux et de réhabilitation du bâtiment siège CETUD : CABINET D'ARCHITECTURE COUNDOUL - 2 478 000 F CFA TTC

Le mémorandum du 03 février 2011 joint au dossier mentionne que les CV de cinq consultants (Said Ben Messaoud, Médoune Niass, Tanor Dieng, Ibrahima Coundoul et Babacar Ba) ont été évalués et par la suite Monsieur Ibrahima Coundoul a été choisi ;

La procédure menée pour aboutir au choix du Cabinet Coundoul n'a pas été retracée dans la liasse ;

Maîtrise d'œuvre des travaux de finition Aménagement Gare Baux Maraîchers : ALLE DIOUF - 5 589 474 F CFA TTC

Aucune documentation relative à cette prestation n'a été jointe au dossier mis à part une offre de consultance, le cadre estimatif du consultant et les documents de règlement ;

S'agissant de prestations intellectuelles, l'offre technique du consultant choisi ne figure pas dans le dossier ;

Il s'y ajoute que le montant de l'offre financière du consultant (5 310 000 F CFA TTC) est différent du montant de la facture émise (5 589 000 F CFA TTC) par ce dernier ;

Nous notons que le consultant a été sélectionné à travers une consultation restreinte de consultants individuels, nous rappelons que ces prestations ont été financées par l'Etat du Sénégal. Nous précisons que l'évaluation des consultants sur la base des CV est admise pour une sélection basée sur la qualification, procédure non prévue par le CMP. La consistance des travaux requiert la consultation d'une firme. Il

ressort de l'examen du dossier que l'emploi d'ingénieurs est indispensable pour cette prestation, donc le choix porté sur un consultant individuel en lieu et place d'une firme n'est pas conforme ;

La présentation de l'offre financière du prestataire et celle de son devis estimatif sont incohérentes. En effet, cette incohérence est relative à la durée du marché de trois mois indiquée dans l'offre financière et le nombre d'hommes/mois mentionné dans le cadre de devis estimatif qui est par ailleurs non renseigné, seule cette information y figure ;

De plus, nous constatons une autre non-conformité par le fait que cette mission qui est une mission de supervision et de contrôle de travaux soit forfaitisée alors que ce genre de mission doit être fait au temps passé.

Etude d'indicateurs de conformité et de suivi de concession : Ecole Supérieure Polytechnique (ESP) – 10 535 000 F CFA HT

Les liasses ne présentent que des contrats et des pièces de règlement ;

L'avis de non objection de l'IDA sur les TDR et l'entente directe et l'Accord de Crédit n'ont pas été également joints au dossier.

Raccordement en enrobés de la partie Intérieure (en pavé avec la partie Extérieure, Bitumé de l'Accès Principal) au Centre de Contrôle Technique des Véhicules : Société Générale des Travaux Publics d'Etudes et Réalisations (GTER) – 944 000 F CFA TTC

Aucune documentation relative à cette prestation n'a été jointe au dossier mis à part la liasse comptable comprenant le bon de commande, la facture et le PV de réception. Même si les prestations n'ont pas atteint le seuil relatif aux opérations dispensées de la forme écrite, au regard de la consistance des travaux, une procédure formalisée aurait dû être menée. Il s'y ajoute que nous notons une procédure de régularisation en violation de l'article 44 du COA. En effet, le bon de commande est daté du 02 mars 2012 postérieurement à la facture et au PV de réception qui sont datés du 03 février 2012.

Réalisation des travaux de VRD : ECTP - 6 250 000 F CFA

Mis à part le protocole d'accord signé entre l'ACQT et l'ECTP, la facture d'ECTP et la liste des bénéficiaires des magasins, tables et cantines, les documents, devant retracer la procédure de passation des marchés n'ont pas été transmis.

Travaux de raccordement électrique du centre de visite technique de véhicules automobiles (Ex-TP SOM) : TECHNOPOLE - 1 078

500 F CFA

Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été non plus classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.

Fourniture de scanner de production au CETUD : SECOMDIS - 10 668 857 F CFA TTC

Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été non plus classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.

Etude portant sur le renouvellement du parc de véhicules de transport public routier interurbain de voyageurs et la professionnalisation des acteurs du transport au Sénégal sur l'AXE SUD ; MALICK NDIAYE - 4 674 000 F CFA - 3 116 000 F CFA

Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été non plus classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.

Kit de transfert (ITB) pour la réparation de l'imprimante HP CP 3525dn : MC3 SENEGAL SARL - 364 500 F CFA

Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été non plus classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.

Fournitures d'Agendas 2012 au CETUD Lot 1 «Agendas et Chevalets » : SELENA COMMUNICATION - 8 614 000 F CFA TTC

Le contrat signé le 06 Janvier 2012 n'a pas été enregistré, en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Eu égard à la facture et au montant consigné sur le chèque, la TVA a été précomptée, mais le justificatif de son reversement n'a pas été classé dans le dossier ;

L'examen des dossiers nous a permis de noter que la même opération « Fourniture d'Agendas », lancée en Janvier 2012, nous a permis de noter que le marché a donné lieu à la conclusion de plusieurs contrats, pour un montant cumulé estimé à 16 633 630 F CFA TTC ; cette démultiplication de DRP, dont le cumul dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres, est assimilable à un fractionnement des marchés proscrit par l'article 54-2 du CMP;

Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été non plus classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.

Réalisation d'un film documentaire sur la sécurité routière pour le Conseil Interministériel du 30 août 2012 : BUZZ STUDIO - 4 720 000 F CFA

Les lettres d'invitation n'ont pas été classées dans le dossier ;

Le marché signé le 27 août 2012 n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Le 29 août 2012, la commission de réception a constaté la bonne exécution des services et a prononcé la réception sans aucune précision sur le nombre de DVD et de copies CD reçus.

Modification de la structure du plan Budgétaire pour l'amener à 6 niveaux : CABINET 2 DBC – 885 000 F CFA

Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe n'a non plus, été mis à notre disposition, en violation de l'article 76 du CMP.

Publi reportage sur « la Mobilité Urbaine » Interview avec le Directeur Général : TRANSPORTS ET ROUTES – 1 416 000 F CFA

Aucun élément justifiant la procédure concurrentielle menée pour cette prestation n'est classé dans le dossier pour attester de la consultation d'autres firmes non ;

Contrat d'assistance annuel sur les logiciels : CABINET 2 DBC - 3 540 000 F CFA

Le contrat a été signé le 1^{er} janvier 2012 sans que le cachet du prestataire n'y soit apposé ;

Le dossier qui nous a été transmis ne comprend que la facture de l'attributaire, en sus du contrat ;

Aucune autre information relative à la procédure de sélection n'a été fournie.

Fourniture et pose rideaux californiens : PRIMEX – 2 100 000 F CFA TTC

A la lecture des différents dossiers, aucun document justifiant le recours à une procédure concurrentielle n'a été classé dans le dossier ;

Il est vrai qu'au regard de l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances qui stipule que les marchés n'ayant pas atteint les seuils de 3 000 000 F CFA pour les marchés de fournitures ou services et 5 000 000 FCFA pour les marchés de travaux ou prestations intellectuelles, sont dispensés de forme écrite, ceci n'empêche pas que l'autorité contractante aurait dû requérir cinq (05) factures pro-forma pour une comparaison de prix, pour pouvoir faire un choix respectant les principes d'accès libre à la commande publique, d'égalité de traitement et surtout de transparence ;

Réalisation d'un film sur le secteur du transport : LOGUISS CINEPROD - 1 937 770 F CFA TTC

A la lecture des différents dossiers, aucun document justifiant le recours à une procédure concurrentielle n'a été classé dans le dossier ;

Il est vrai qu'au regard de l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances qui stipule que les marchés n'ayant pas atteint les seuils de 3 000 000 F CFA pour les marchés de fournitures ou services et 5 000 000 FCFA pour les marchés de travaux ou prestations intellectuelles, soient dispensés de forme écrite, ceci n'empêche pas que l'autorité contractante aurait dû requérir cinq (05) factures pro-forma pour une comparaison de prix, pour pouvoir faire un choix respectant les principes d'accès libre à la commande publique, d'égalité de traitement et surtout de transparence ;

Nous avons noté une incohérence au niveau des dates du procès-verbal de réception (08 décembre 2011) et du bon de commande (20 décembre 2011). En effet, le procès-verbal de réception ne saurait être antérieur à l'édition du bon de commande qui représente le début d'exécution du marché, ce qui laisse entrevoir une régularisation d'opérations déjà exécutées, en violation de l'article 54.5 du CMP.

Insertion publicitaire dans l'annuaire des collectivités locales : VSM SARL - 1 062 000 F CFA TTC

A la lecture des différents dossiers, aucun document justifiant le recours à une procédure concurrentielle n'a été classé dans le dossier ;

Il est vrai qu'au regard de l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances qui stipule que les marchés n'ayant pas atteint les seuils de 3 000 000 F CFA pour les marchés de fournitures ou services et 5 000 000 FCFA pour les marchés de travaux ou prestations intellectuelles, soient dispensés de forme écrite, ceci n'empêche pas que l'autorité contractante aurait dû requérir cinq (05) factures pro-forma pour une comparaison de prix, pour pouvoir faire un choix respectant les principes d'accès libre à la commande publique, d'égalité de traitement et surtout de transparence.

Etude satisfaction des usagers du service public de transport urbain : INEF SAGEP - 15 652 500 F CFA TTC

A la lecture des différents dossiers, aucun document justifiant le recours à une procédure concurrentielle n'a été classée dans le dossier ;

L'examen du procès-verbal d'attribution nous a permis de constater la présence, sur le tableau d'évaluation, de deux candidats, alors que l'ouverture d'un délai supplémentaire d'au moins quinze (15) jours, lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis, aux heures et dates limites de réception des offres, pour une consultation restreinte, n'a pas été renseignée dans le dossier, en violation de l'article 58 de la directive N°04/2005/UEMOA, portant procédures de passation des marchés publics ;

Les termes de références joints au contrat et versés dans le dossier, ne précisent aucunement les critères de sélection en violation des dispositions de l'article 80.1 du CMP ;

Le procès-verbal d'ouverture et le rapport d'évaluation n'ont pas été classés dans le dossier en violation des dispositions de l'article 80.5 et 80.7 du CMP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller à préciser les fonctions et qualités des membres de la commission des marchés dans les procès- verbaux ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du CMP ;

Mettre en cohérence les informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;

Indiquer dans la manifestation d'intérêt les critères d'évaluation des candidatures, le barème appliqué et la méthode ou les modalités d'appréciation desdits critères ;

Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;

Veiller au respect de l'article 80.1 du CMP, sur le classement des candidats sur la base des critères publiés dans l'AMI ;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'attribution et la notification ;

Veiller au respect des articles 13.7 et 133 du CMP sur la mention des pénalités ;

Veiller à procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément à l'article 59 du CMP ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 424-12 du CGI ;

Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 de l'ancien code des marchés publics ;

Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus et la publication de l'attribution provisoire ;

Veiller au respect de l'article 85.4 du CMP, sur la publication de l'attribution définitive ;

Il convient de demander aux autorités de veiller au précompte de la TVA et à son reversement ;

<p>Veiller à fixer des délais de préparation des offres assez raisonnables pour permettre aux candidats de soumissionner ;</p> <p>Se conformer aux articles 43 et 44 du CMP sur la l'exigence et la transmission des pièces administratives ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM portant instructions sur la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à apporter plus de formalisme dans les opérations dispensées de la forme écrite ;</p> <p>Se conformer à l'article 54.5 du CMP, sur le fractionnement des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 76 du CMP ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de veiller au précompte de la TVA et à son reversement ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Certains contrats n'ont pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CMP ;
Les attestations de précompte de la TVA et le justificatif de leur reversement, ne sont pas classés.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Il convient de demander aux attributaires de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;
Classer les copies des attestations de précompte TVA dans les dossiers de marchés.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

DAGE

Description	AMI	DP N° 01/2011/CETUD	DP N° 216/CETUD/DG/SP	AO N° S-DAF- CETUD/061/12	AO N° CETUD/DSP/01/11
Nature	Assistance aux GIE pour l'exploitation des lignes concédées	Préparation d'une expérience pilote d'un système de bus rapides en site propre à Dakar et de son programme d'investissement	Mission de contrôle des travaux de finalisation du CCTVA de Hann	Assurance maladie du personnel	Sélection du gestionnaire de la Gare routière des Baux Maraîchers
Attributaires	Ibrahima Ndiaye	Groupement SCE/SAFEGE	Mamadou Moussa Diarra	Askia Assurance	SENECARTOURS
Montants en F CFA TTC	32 000 000	987 882 euros et 219 407 262 F CFA	4 130 000	30 976 532	117 262 621
Etapes d'ouverture, d'évaluation et d'attribution réunies dans un PV unique			✓		
Fonctions ou qualités des membres de la CM non précisées dans les procès verbaux	✓	✓		✓	✓
Non harmonisation des informations consignées dans les documents de passation des marchés		✓			
PV unique comportant les étapes d'ouverture, d'évaluation et d'attribution	✓				
Violation de la circulaire N° 004			✓		

du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP					
Violation de l'article 13-7 du CMP sur la mention de la clause portant sur les pénalités de retard dans le contrat	✓				
Non respect de l'article 39.1 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés	✓	✓			
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓			✓
Violation de l'article 66-2.e) du CMP sur l'avis d'appel d'offres				✓	
Violation de l'article 67-1 du CMP sur l'ouverture des plis à l'expiration des date et heure limites de dépôt des offres					✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓		✓	✓	
Violation de l'article 78.2 du CMP sur l'information des candidats non retenus			✓		
Violation de l'article 80 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles			✓		
Violation de l'article 80-1 du CMP sur l'évaluation conduite avec des critères nouveaux	✓				
Violation de l'article 82.1 du					✓

CMP sur les informations à indiquer dans l'avis public à manifestation d'intérêt					
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓			✓	
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission	✓				
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la signature, l'approbation, la notification des marchés				✓	
Violation de l'article 88 du CMP sur les recours		✓			
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)					✓

Description	DRP N° 700/CETUD/DG/SPM	DRP N° 667/CETUD/DG/SPM	DRP		DRP N° 042 Bis/CETUD/DG/DAF/DGR/AA
Nature	Travaux de curage du réseau d'eaux pluviales de la gare routière de Colobane	Enlèvement ordures du CETUD	Acquisition de petits matériels informatiques nécessaires au fonctionnement du réseau informatique du CETUD		Assistance à la conception et à l'organisation de la cérémonie d'inauguration du CCTVA de Dakar
Attributaires	SNIC	LOC SET	Oumou Informatique	Carrefour Médical	Poly Services
Montants en F CFA TTC	1 826 640	354 000	1 221 300	106 200	23 824 790
Fonctions ou qualités des membres de la CM non précisées dans les procès verbaux	✓		✓		✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés			✓		✓
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP			✓		
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM		✓			
Violation de l'article 44 du CMP sur les		✓			

capacités techniques, juridiques... des entreprises				
Violation de l'article 140.a) du CMP sur l'avis de la DCMP sur le DAO			✓	
Etapas d'ouverture, d'évaluation et d'attribution réunies dans un PV unique			✓	
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)		✓		✓

Description	DRP		DRP N° S- SAF/CETUD/060/12		Avenant N° 1 à la DRP N° S- SAF/CETUD/060/12	DRP N° 511/CETUD/ DG/SPM	DRP	
Nature	Fourniture de supports de communication au CETUD pour la FIDAK 2012		Fourniture d'agendas 2013 au CETUD			Fourniture de cartouches d'imprimantes	Fourniture de consommables et accessoires informatiques	
Attributaires	Polykrome	Masteacom	SOGEMAC	GRAPHI PLUS	SOGEMAC	Master Office	Biss Multimédia	Master Office
Montants en F CFA TTC	1 451 400	1 091 500	6 214 411	2 368 142	699 338	1 228 140	4 438 145	541 234
PV unique comportant les étapes d'ouverture, d'évaluation et d'attribution						✓		
Non harmonisation des informations consignées dans les documents de passation des marchés						✓		
Délai de préparation des offres trop court	✓						✓	
Fonctions ou qualités des membres de la CM non précisées dans les procès verbaux	✓		✓			✓	✓	
Non harmonisation des informations consignées dans les documents de			✓					

passation des marchés					
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓			
Violation de l'article 23 du CMP sur les avenants			✓		
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓			
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓			
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓		✓
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard					✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)		✓			✓

Description	Fourniture agendas 2012		Bon de Commande N° 002	Bon de commande N° 068	Bon de commande N° 072	Bon de commande N° 073
Nature			Achat de cartouches d'imprimantes	Etude topographique CCTVA	Travaux supplémentaires d'entretien et de réhabilitation du bâtiment Siège du CETUD	Etude topographique de la voie de raccordement du CCTV
Attributaires	SOGEMAC		Office Leader	Bureau d'Etudes Techniques Plus	MAXEN	Cabinet d'Architecture Coundoul
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 6 835 500 F CFA TTC	Lot 2 : 1 184 130 F CFA TTC	1 522 908 F CFA TTC	2 500 000 F CFA TTC	4 758 618 F CFA TTC	2 478 000 F CFA TTC
Base de sélection des fournisseurs non définie			✓	✓	✓	✓
Fonctions ou qualités des membres de la CM non précisées dans les procès verbaux	✓					
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)	✓					
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓	✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 PRESENTATION DU CETUD

Le Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar CETUD fut créé par la loi N° 97-01 du 10 mars 1997 et son décret d'application N° 97-356 du 8 avril 1997. Il est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé des Transports terrestres et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

La mission du CETUD est définie par la loi N° 97-01 du 10 mars 1997. Elle consiste à la mise en œuvre et au suivi de l'application de la politique sectorielle des transports publics urbains définie par l'Etat, pour la région de Dakar. Il s'agit essentiellement, d'organisme et de réguler l'offre de transport collectif urbain, de manière à améliorer durablement les conditions d'exploitation des opérateurs et, par conséquent, les déplacements des populations de l'agglomération dakaroise.

Les attributions du CETUD sont déterminées par le décret N°97-356 du 08 avril 1997. Elles se résument comme suit : détermination des lignes à desservir et de leurs modalités techniques d'exploitation, passation des conventions avec les transporteurs agréés et contrôle de l'exécution des contrats, proposition en matière de tarification des transports aux autorités compétentes, identification des contraintes de service public et détermination des compensations financières éventuelles y afférentes, études, actions de formations et d'information ou de promotion des transports urbains de la région de Dakar, coordination entre les différents modes de transport, notamment arbitrage d'un partage des recettes en cas d'intégration tarifaire, proposition en matière d'amélioration des infrastructures, de la circulation et de la sécurité routière et amélioration de l'état et de la qualité du parc automobile pour contribuer à la lutte contre la pollution sonore et atmosphérique par l'émission des gaz à effet de serre.

Le CETUD est consulté sur les projets urbains ayant une incidence sur les transports publics et dont les caractéristiques ont été définies par l'arrêté conjoint N°09346 du 31 décembre 1999 des Ministres chargés de l'Urbanisme et des Transports terrestres.

Le CETUD est également consulté sur la détermination des quotas d'autorisation de transport public dans le périmètre urbain de Dakar.

Le CETUD comprend les deux organes que sont l'Assemblée plénière, organe de délibération et de décision et, le Président, organe d'administration et d'exécution.

Le Président est chargé de l'application des délibérations de l'Assemblée plénière et assure la gestion courante du CETUD. Il exerce son autorité sur le secrétariat permanent du CETUD dirigé par un Secrétaire exécutif. Sur les questions financières, le Président est assisté par un Agent Comptable particulier nommé par le Ministre chargé des Finances.

Pour lui assurer une certaine autonomie de son fonctionnement, il est prévu de doter le CETUD d'un fonds de développement des transports urbains.

La loi 97-01 du 10 mars 1997 et son décret d'application précisent que le CETUD est doté d'un fonds de développement des transports urbains. Les mécanismes d'alimentation de ce fonds ne sont cependant pas précisés.

Dans l'attente de la définition du cadre juridique approprié à l'alimentation de ce fonds, l'Etat a été jusqu'à là, le seul à verser sa contribution annuelle d'un montant de 400 millions de FCFA.

Outre le fonds de développement des transports urbains, le CETUD bénéficie, dans le cadre de ses activités, de fonds issus de projets pour lesquels il est l'agence d'exécution.

C'est le cas du crédit N°024-SE de l'IDA pour le financement du projet de réforme et de renforcement des capacités en matière de transport urbain, dans la période 1997-2001.

C'est le cas également de fonds reçus des partenaires au développement, notamment, la Coopération française, la Coopération belge et le Don japonais, en appui financier à la réalisation de divers programmes.

Le projet de loi devant servir de base juridique à la contribution des différents acteurs, est élaboré et soumis, pour approbation, au Gouvernement.

2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.3.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.3.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;

- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuyons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau

organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;**
- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;**
- d) à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;**
- e) à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation**

institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;

- f) à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g) à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h) à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.3.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous avons produit à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles

internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
-
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en

- application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP;
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
 - arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP ;
 - arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP ;
 - arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP ;
 - arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP ;
 - arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
 - arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
 - arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
 - arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
 - Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
 - Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
 - Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
 - Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar pour apprécier la capacité du Conseil à mettre en œuvre de manière efficace les procédures

d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les

vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants sont effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés

- attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
 - à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
 - au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
 - au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
 - au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
 - au respect des délais de préparation des offres,
 - à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
 - au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,

- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences sont mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,

- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) du CETUD, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par note de service N° 00011 du Directeur en date du 07 août 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Cette note de service est en remplacement de la note de service N° 003/CETUD/DG/SPM en date du 1^{er} mars 2012.

La dernière note du 07 août 2012 avait pour but de nommer Monsieur Abdoulaye Sy, Chef de la Division Aménagement du CETUD, en qualité de président de la commission des marchés, cependant, nous avons noté que Monsieur Sy était également la Personne Responsable des Marchés. Par conséquent, Monsieur Sy ne peut pas présider la Commission des Marchés car, la personne appelée à valider les propositions d'attribution de la Commission des Marchés ne peut pas en faire partie et a fortiori, en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).

Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions de la Commission des Marchés, ne sont pas précisées dans les procès verbaux d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées.

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés (article 39 du CMP), pour les inviter à assister aux séances de ladite Commission des Marchés, ne sont pas établies et classées dans les dossiers de marchés.

Le nombre de candidats ayant retiré les DAO, de même que leurs dénominations sociales, ne sont pas reportés dans le Procès Verbal d'Ouverture des plis.

Une confusion des Procès Verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution, dans un même document, pour les appels à manifestation d'intérêt et les DRP, a été notée, alors que la réglementation impose l'établissement de Procès Verbaux distincts, à chaque étape de la procédure, pour plus de transparence.

Les justificatifs de la transmission des Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires (article 67 du CMP) ne figurent pas non plus dans les dossiers de marchés et aux règles de transparence, édictées par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.

Il convient de signaler que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non

retenus aux termes des procédures d'appel d'offres et de Demande de Renseignements et de Prix. Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, doivent être établies conformément aux prescriptions des articles 83 et 78 du Code des Marchés Publics.

Les supports de publication de l'attribution provisoire, les lettres d'attribution définitive et leurs supports de publication (articles 83.3 et 85-2-4 du CMP) ne sont pas établies et/ou classées dans les dossiers de marchés.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés doit être instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés ne nous a pas été transmis, cependant, le secrétariat de la commission des marchés est assuré par Monsieur Amath Diop, Coordonnateur de la CPM au CETUD et rapporteur de cette commission.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la Commission des Marchés et la Cellule de Passation de Marchés.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du CETUD, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 11 et 12 janvier 2012. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CETUD

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d’approbation des marchés du CETUD sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CETUD EN VERTU DE L’ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L’ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d’Offres	Seuil de contrôle DCMF			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d’Appel à la Concurrence	Rapport d’évaluation et Procès Verbal d’attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l’article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l’art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l’article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l’article 113	Arrêté 12 791 en application de l’article 114
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

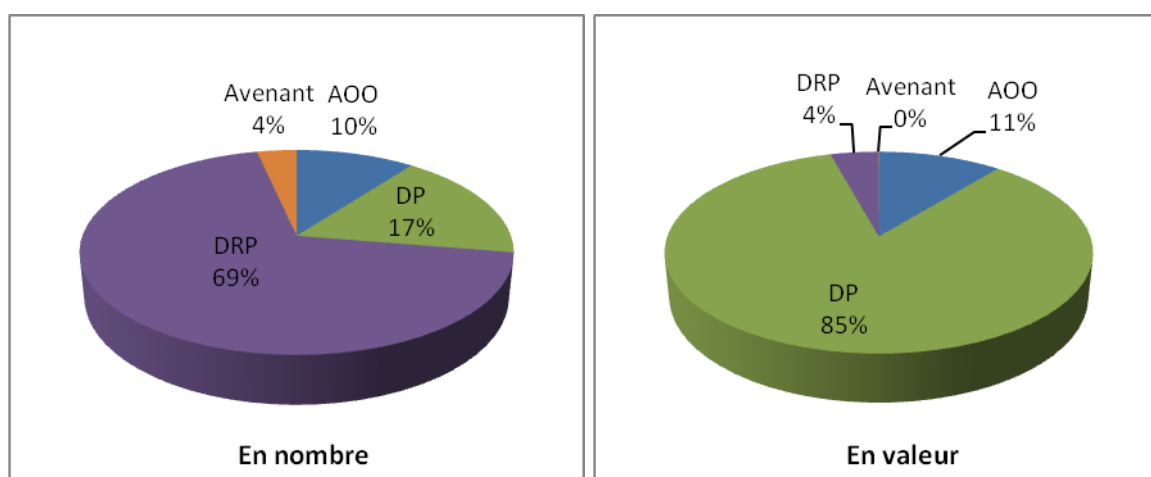
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

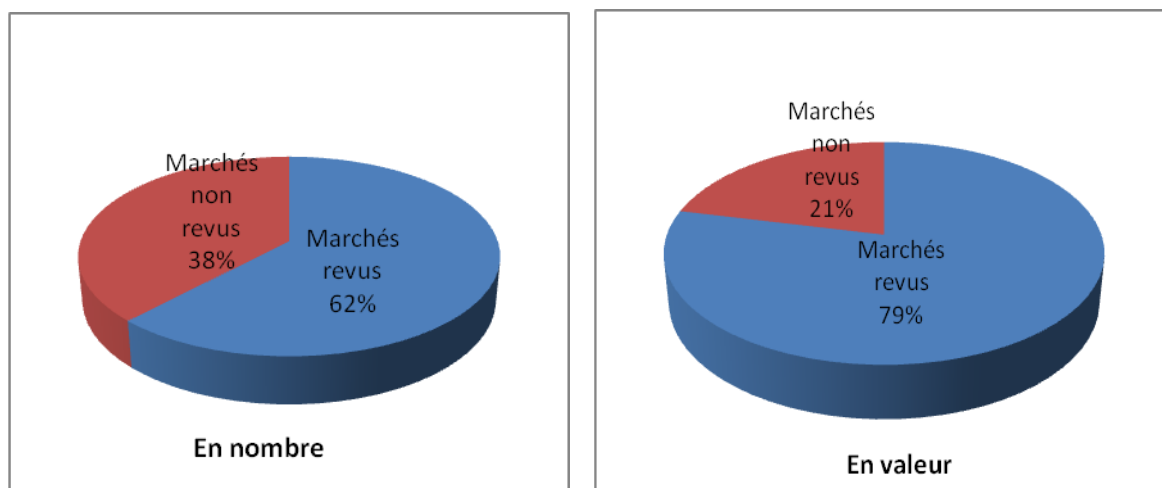
Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	3	153 549 153	2	148 239 153	67%	97%
Appel d’offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	5	1 196 216 626	3	903 545 375	60%	76%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	20	59 191 597	12	55 925 428	60%	94%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	1	699 338	1	699 338	100%	100%
TOTAL	29	1 409 656 714	18	1 108 409 294	62%	79%

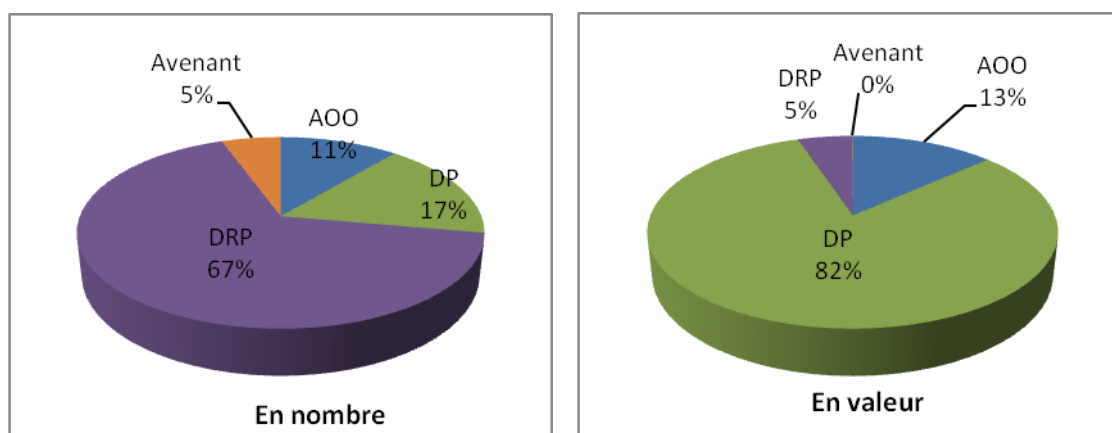
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE MANIFESTATION D'INTERET SUIVIE D'UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

DMI PREPARATION D'UNE EXPERIENCE PILOTE D'UN SYSTEME DE BUS RAPIDES EN SITE PROPRE A DAKAR ET DE SON PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	02 juin 2010 dans DG Market
Date de réception et d'ouverture des MI	26 juillet 2010
Délai de préparation des offres	53 jours
Date d'évaluation des MI	Septembre et décembre 2010
Candidats ayant soumissionné à la MI	13 : Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB)- AECOM- Groupement IDOM/COMETE- EGIS BCEOM- ROCHE-Groupement TRANSITEC/ URBAPLAN/ SYSTRA Conseil- Groupement ALG/ TMB- ITP- ETBGC Consult- GMAT- Groupement ACCESS TECHNOLOGIE/ TRANSURB TECHNIRAIL/ AXELCIUM- Groupement ECU/ CPCS- Groupement SETEC International/ SETEC TPI/ NODALIS Conseil
Date de la présélection des candidats	14 décembre 2010
Candidats short-listés	06 : Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB)- Groupement IDOM/COMETE- EGIS BCEOM- Groupement TRANSITEC/ URBAPLAN/ SYSTRA Conseil- ITP- Groupement SETEC International/ SETEC TPI/ NODALIS Conseil
Date de demande d'avis à la DCMP sur la DP et l'évaluation des MI	04 février 2011
Date de la troisième présélection des candidats	22 mars 2011
Candidats short-listés	06 : Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB)- Groupement IDOM/COMETE- EGIS BCEOM- AECOM- ITP- Groupement SETEC International/ SETEC TPI/ NODALIS Conseil
Date de la quatrième présélection des candidats	29 juillet 2011

Candidats short-listés	06 : Groupement Access Technologies/ Steer Davies Gleaves/Transurb-Technirail, Groupement Transitec/Urbaplan/Systra, Groupement Brisbane City Enterprises/ SMEC, ITP, Groupement SCE/SAFEGE, SCET Tunisie
Date de soumission à la banque pour ANO sur la liste restreinte et la DP	12 septembre 2011
Date d'ANO de l'IDA sur la liste restreinte et la DP	16 octobre 2011
Dates des lettres d'invitation des prestataires short-listés	24 novembre 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des offres techniques	17 janvier 2012 reportée au 07 février 2012
Délai de préparation des offres techniques	53 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date d'évaluation des offres techniques	16 avril 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	29 mai 2012
Date d'ouverture des offres financières	19 juillet 2012
Date d'évaluation des offres financières	07 août 2012
Date d'attribution provisoire	-
Date d'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation des offres financières	04 septembre 2012
Date de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	-
Date de soumission à la banque pour ANO sur le projet de contrat	15 février 2013 (non transmis)
Date d'ANO de l'IDA sur le projet de contrat	16 avril 2013
Date de publicité de l'attribution	24 avril 2013 dans Le Soleil et 09 juin 2013 dans

provisoire	UNDB
Date de souscription du contrat	10 mai 2013
Date d'avis de la DCMP sur le contrat	13 juin 2013
Date d'approbation	26 juin 2013
Date d'immatriculation	1 ^{er} juillet 2013
Date de notification du marché	08 juillet 2013
Date de publicité de l'attribution définitive	22 juillet 2013
Date d'enregistrement du contrat	16 août 2013
Prestataires short-listés	06 : Groupement Access Technologies/ Steer Davies Gleaves/Transurb-Technirail, Groupement Transitec/Urbaplan/Systra, Groupement Brisbane City Enterprises/ SMEC, ITP, Groupement SCE/SAFEGE, SCET Tunisie
Nombre d'offres reçues	02 : GROUPEMENT TRANSITEC/URBAPLAN/SYSTRAS, GROUPEMENT SCE/SAFEGE
Délai d'exécution	12 mois à compter de la date de l'ordre de service de démarrage des prestations
Coût estimé du marché	500 000 000 F CFA Financement : Projet d'Appui au Transport et à la Mobilité Urbaine (PATMUR)
Attributaire	Groupement SCE – SAFEGE
Montant du marché en F CFA	987 882 euros (part bailleur) et 219 407 262 F CFA F CFA TTC (part locale)
Non conformités	<p>Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, la qualité de membre titulaire ou de suppléant des personnes siégeant aux réunions de la Commission des Marchés ne sont pas précisées dans les procès verbaux d'ouverture des manifestations d'intérêt ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Les convocations transmises aux membres de la Commission des Marchés ne sont pas classées dans le dossier de marché, pour se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des</p>

	<p>documents de marché. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP à la quelle il faut se conformer notamment en veillant au respect du délai de cinq jours francs entre la date de transmission de la convocation et la date de la tenue des réunions ;</p> <p>Mis à part les procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation et d'adoption des résultats du comité d'évaluation et les documents relatifs à la manifestation d'intérêt (Appel à Manifestation d'Intérêt, Dossiers de candidatures,) n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>L'examen de la Demande de Manifestation d'intérêt, a permis de noter une succession de non conformités qui illustrent une insuffisante maîtrise des procédures de sélection de consultants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une grille de notation a été définie, en cours d'évaluation des manifestations d'intérêt, en violation des dispositions de l'article 59 du CMP qui stipule que les critères d'évaluation des Manifestations d'Intérêt et leurs poids respectifs dans la détermination de la note globale sont définis en amont dans les dossiers d'appel à la concurrence ; il s'y ajoute que cette grille revêt un caractère subjectif en ce sens que les appréciations vont de Très Satisfaisant à Insuffisant, en passant par Satisfaisant et Moyen, alors que les critères et sous critères doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés; ▪ la note technique minimale, requise au terme de l'évaluation des manifestations d'intérêt pour faire partie de la liste restreinte des candidats retenus, pour être invités à présenter une offre, a été modifiée en cours d'évaluation et a varié d'un rapport d'évaluation à l'autre, passant de 11 à 10 (trois rapports d'évaluation ont été préparés, datés respectivement, de septembre 2010, décembre 2010 et mars 2011) ; ▪ l'examen du rapport d'évaluation des Manifestations d'Intérêt, établi en septembre 2010, a permis de noter des incohérences entre la numérotation des offres, telle qu'elle résulte du procès verbal d'ouverture des plis et cette même numérotation dans le rapport d'évaluation. En outre, nous notons que quatre des cinq critères retenus pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt, se recoupent et sont tous liés aux capacités professionnelles des candidats (critère 1 : Brochures et références de contrats analogues, critère 2 : capacités techniques et de gestion, qualifications spécifiques, critère 3 : expériences similaires des cinq dernières années, critère 4 : références clients). Ceci dénote une insuffisante maîtrise des modalités de préparation et d'évaluation des dossiers de Manifestations d'Intérêt; par la suite, une autre short-list, dans laquelle figure des entreprises qui n'avaient pas répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt, a été établie, suite à une autre consultation qui aurait été faite, le 1^{er} décembre 2012 ; aucune documentation n'a été versée au dossier pour cette consultation et aucun avis de non objection du bailleur, sur les différents rapports émis, n'a été renseigné, dans le dossier ;
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ l'examen de la demande de propositions a permis de noter une imprécision dans les modalités de mise en œuvre de la méthode de notation du personnel clé. Les DPAO se limitent à indiquer la répartition des points octroyés à chaque expert, attribuant 30% aux qualifications générales, 60% aux qualifications spécifiques pour la mission et 10% à l'expérience de la région. Pour chacun des critères ci-avant mentionnés, il aurait fallu préciser les modalités de mise en œuvre de la grille de notation, en définissant des sous-critères et en attribuant par exemple pour les qualifications générales et spécifiques, un nombre de points précis pour le niveau de formation requis, pour l'expérience générale (nombre de points par année d'expérience professionnelle plafonné à X points), pour l'expérience spécifique (nombre de points par mission similaire avec un maximum de X missions) ; la procédure a été anormalement longue et le rapport de présentation du CETUD daté du 04 juin 2013, indique que l'avis d'attribution provisoire a été publié le 24 avril 2013, après que l'IDA a donné son avis de non objection sur le projet de contrat. <p>Le rapport d'évaluation avait défini une légende pour les critères de qualification alors que par la suite ceci a été transcrit sous un nombre de points. Par conséquent, les offres, dont les critères de qualification n'ont pas atteint un nombre de 10 points, alors que ceci n'a pas prévu au préalable, n'ont pas été retenues. Rappelons que l'avis d'appel à manifestation d'intérêt et la demande de manifestation d'intérêt n'ont pas été joints au dossier pour nous permettre de nous assurer que cela était prévu dans ces documents cités ci-avant. Outre l'exigence faite à l'Autorité Contractante de préciser dans la Demande de Manifestation d'Intérêt, les critères d'évaluation des dossiers et leur poids respectifs dans la détermination de la note finale, il lui est également prescrit de préciser les modalités de mise en œuvre de la méthode d'évaluation desdits critères ;</p> <p>Pour la manifestation d'intérêt, nous notons la présence de deux rapports d'évaluation dans le dossier ;</p> <p>Le premier a été émis en septembre 2010 dans lequel nous constatons qu'une liste restreinte a été établie, l'entreprise AECOM avait été short listée car ayant obtenu sur les critères de qualification, un nombre de 10 points, car les soumissionnaires qui avaient obtenu moins de 10 points avaient été éliminés ;</p> <p>Par la suite, un second rapport d'évaluation a été établi en décembre 2010. Dans ce dernier, nous avons noté que l'offre de ITP qui avait obtenu un nombre de 9 points dans le premier rapport et par conséquent n'avait pas été short listé, a été ramenée à 11 points et l'offre de AECOM, finalement éliminée avec ses 10 points ;</p> <p>Cette modification de l'évaluation des offres de ces bureaux n'a pas été</p>
--	---

	<p>justifiée dans le dossier ;</p> <p>Par la suite, une autre short-list a été établie par la commission des marchés différente de celles établies au préalable. Il s'y ajoute que certaines entreprises de cette short-list ne figuraient pas sur la liste des entreprises qui avaient répondu à la manifestation d'intérêt. Une autre consultation aurait été faite le 1^{er} décembre 2012 (lettre N° 26 du 06/02/2012 de SCET), cependant, aucune documentation y relative n'a été versée au dossier ;</p> <p>Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus, à l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt, n'ont pas été jointes au dossier ;</p> <p>Le 13 janvier 2012, le CETUD avait écrit aux candidats pour les informer que la date limite de dépôt des offres a été différée au 07 février 2012, pour les demandes de propositions alors que le procès verbal d'ouverture des offres techniques nous révèle que l'ouverture s'est déroulée le 6 février 2012 ;</p> <p>Nous avons noté que les critères d'évaluation de la demande de proposition ne comportent ni le nombre de points octroyés à chaque critère, ni les modalités de détermination de ces points, ni les sous critères relatifs à chaque critère majeur ;</p> <p>Le Procès Verbal d'attribution, la lettre d'information du candidat non retenu, à l'issue de l'examen des propositions, le support de publicité de l'avis d'attribution provisoire et les documents relatifs à l'exécution (ordre de service, attestations de service fait, facture rapports émis par le consultant,...) et au règlement n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>Une retenue de 15% sur les redevances au sens de l'article 202.1 du CGI a été rajoutée aux honoraires imputés au CETUD. Il convient de noter que dès lors que la retenue de 15% vient en majoration du montant des honoraires initialement facturés, elle devra être réintégrée lors de la détermination de la base imposable à l'Impôt sur le Revenu. Par ailleurs, nous avons noté que la base de calcul de cette retenue (987 882 Euros) n'est pas correctement déterminée, car elle devrait se chiffrer à 839 700 Euros (1 013 950 – 174 250).</p> <p>Nous avons noté, au niveau de l'offre technique du prestataire, une incohérence entre le calendrier du personnel et la ventilation de la rémunération. S'agissant d'un marché à prix global et forfaitaire, il n'y a pas lieu de procéder à la correction des offres financières, pour la mise en cohérence des honoraires et frais, avec les informations relatives au calendrier d'intervention, figurant dans l'offre technique. Cependant, le CETUD aurait dû tenir compte de ces éléments, dans l'aspect financier des négociations qui ont suivi la notification de l'attribution.</p>
--	--

Recommandations	<p>Veiller à préciser les fonctions et qualités des membres de la commission des marchés dans les procès verbaux ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Mettre en cohérence les informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Indiquer dans la manifestation d'intérêt les critères d'évaluation des candidatures, le barème appliqué et la méthode ou les modalités d'appréciation desdits critères.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le CETUD note beaucoup de confusions dans l'audit de ce marché découlant du fait que deux (2) procédures distinctes ont été successivement lancées.</p> <p>La première, lancée en 2010, a été totalement reprise, la DCMP se refusant de donner un ANO après avoir constaté tardivement des manquements relatifs à la publicité des marchés y afférents ; Cf. courriers, ci-joint, de la DCMP (001494/MEF/DCMP/21 du 06 avril 2011) et l'ANO de l'IDA du 19 mai 2011 pour la relance.</p> <p>Il ne faut donc considérer que la seconde procédure (lancée en juin 2011) pour éviter tout amalgame : dix-sept (17) bureaux d'études et groupements de bureaux d'études ont répondu à cette DMI (contre treize (13) pour la première). Et ce ne sont pas toujours les mêmes.</p> <p>Le dossier complet est à votre disposition pour vous permettre de mieux apprécier la conformité de la passation de ce marché.</p> <p>Imprécision des fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, de la qualité de membre titulaire ou de suppléant des personnes siégeant aux réunions de la Commission des Marchés</p> <p>On prend acte mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le CETUD rappelle que la liste des membres de sa Commission des marchés validée par la DCMP et l'ARMP a été transmise aux Auditeurs et permet de vérifier d'éventuelles incompatibilités. • Pour information, l'actuel Directeur général était auparavant le Directeur de la Planification et de l'Aménagement. En 2012, il a assuré la présidence de la Commission des marchés du CETUD du mois de janvier à sa prise de fonction comme Directeur général par intérim (juillet 2012) ; le Chef de la Division Aménagement du CETUD l'a alors remplacé comme Président de la Commission des

	<p>marchés.</p> <p>Convocations des membres de la commission des marchés non classées dans le dossier</p> <p>Le CETUD prend acte de ce dysfonctionnement et s'emploiera à sa correction.</p> <p>Documents relatifs à la manifestation d'intérêt (Appel à Manifestation d'Intérêt, Dossiers de candidatures,) non joints au dossier</p> <p>Le CETUD tient à la disposition du Consultant tous les documents afférents à ce marché.</p> <p>L'examen de la Demande de Manifestation d'intérêt, a permis de noter une succession de non conformités qui illustrent une insuffisante maîtrise des procédures de sélection de consultants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une grille de notation a été définie, en cours d'évaluation des manifestations d'intérêt, en violation des dispositions de l'article 59 du CMP qui stipule que les critères d'évaluation des Manifestations d'Intérêt et leurs poids respectifs dans la détermination de la note globale sont définis en amont dans les dossiers d'appel à la concurrence ; il s'y ajoute que cette grille revêt un caractère subjectif en ce sens que les appréciations vont de Très Satisfaisant à Insuffisant, en passant par Satisfaisant et Moyen, alors que les critères et sous critères doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés; <p><u>Observations du CETUD :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le CETUD s'en est strictement tenu aux dispositions du bailleur (IDA) qui définit des critères qualitatifs pour l'évaluation des DMI. ▪ la note technique minimale, requise au terme de l'évaluation des manifestations d'intérêt pour faire partie de la liste restreinte des candidats retenus, pour être invités à présenter une offre, a été modifiée en cours d'évaluation et a varié d'un rapport d'évaluation à l'autre, passant de 11 à 10 (trois rapports d'évaluation ont été préparés, datés respectivement, de septembre 2010, décembre 2010 et mars 2011) ; <p><u>Observations du CETUD :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le CETUD rappelle la confusion entre deux procédures distinctes (Cf. observation « Commentaires de l'Autorité contractante » ci-dessous). ▪ l'examen du rapport d'évaluation des Manifestations d'Intérêt, établi en septembre 2010, a permis de noter des incohérences entre la numérotation des offres, telle qu'elle résulte du procès verbal d'ouverture des plis et cette même numérotation dans le rapport
--	---

d'évaluation. En outre, nous notons que quatre des cinq critères retenus pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt, se recoupent et sont tous liés aux capacités professionnelles des candidats (critère 1 : Brochures et références de contrats analogues, critère 2 : capacités techniques et de gestion, qualifications spécifiques, critère 3 : expériences similaires des cinq dernières années, critère 4 : références clients). Ceci dénote une insuffisante maîtrise des modalités de préparation et d'évaluation des dossiers de Manifestations d'Intérêt; par la suite, une autre short-list, dans laquelle figure des entreprises qui n'avaient pas répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt, a été établie, suite à une autre consultation qui aurait été faite, le 1^{er} décembre 2012 ; aucune documentation n'a été versée au dossier pour cette consultation et aucun avis de non objection du bailleur, sur les différents rapports émis, n'a été renseigné, dans le dossier;

Observations du CETUD :

- Nonobstant la confusion entre les deux procédures, le CETUD rappelle qu'il s'en est tenu aux dispositions du bailleur (IDA) pour les critères d'évaluation des DMI.
- l'examen de la demande de propositions a permis de noter une imprécision dans les modalités de mise en œuvre de la méthode de notation du personnel clé. Les DPAO se limitent à indiquer la répartition des points octroyés à chaque expert, attribuant 30% aux qualifications générales, 60% aux qualifications spécifiques pour la mission et 10% à l'expérience de la région. Pour chacun des critères ci-avant mentionnés, il aurait fallu préciser les modalités de mise en œuvre de la grille de notation, en définissant des sous-critères et en attribuant par exemple pour les qualifications générales et spécifiques, un nombre de points précis pour le niveau de formation requis, pour l'expérience générale (nombre de points par année d'expérience professionnelle plafonné à X points), pour l'expérience spécifique (nombre de points par mission similaire avec un maximum de X missions); la procédure a été anormalement longue et le rapport de présentation du CETUD daté du 04 juin 2013, indique que l'avis d'attribution provisoire a été publié le 24 avril 2013, après que l'IDA a donné son avis de non objection sur le projet de contrat.

Observations du CETUD : Le CETUD rappelle les dispositions de la DP :

(Critère iii) : *Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission : 60 sur 100 points :*

<i>Chef de Projet (Chef de mission)</i>	18 sur 60 ;
<i>Ingénieur sénior spécialiste en transports urbains</i>	12 sur 60 ;
<i>Ingénieur en travaux publics</i>	10 sur 60 ;
<i>Ingénieur sénior spécialiste des transports</i>	

	urbains et périurbains sur rail	5 sur 60 ;
	Economiste	5 sur 60 ;
	Architecte / Urbaniste	5 sur 60 ;
	Environnementaliste	5 sur 60 ;
	Total des points pour le critère (iii) :	60
	Le nombre de points attribués à chaque poste ou discipline ci-dessus est déterminé en tenant compte des trois sous-critères suivants et des pourcentages de pondération pertinents :	
	1) Qualifications générales	30%
	2) Qualifications spécifiques à la mission	60%
	3) Expérience de la région	10%
	Pondération totale:	100%
	Ceci est rappelé pour dire qu'une grille de notation pour le personnel clé a été bien définie dans la DP. Ces notes devaient être pondérées par la suite ainsi que la DP l'avait fixée (Cf. ci-dessus).	
	Le rapport d'évaluation avait défini une légende pour les critères de qualification alors que par la suite ceci a été transcrit sous un nombre de points. Par conséquent, les offres, dont les critères de qualification n'ont pas atteint un nombre de 10 points, alors que ceci n'a pas prévu au préalable, n'ont pas été retenues. Rappelons que l'avis d'appel à manifestation d'intérêt et la demande de manifestation d'intérêt n'ont pas été joints au dossier pour nous permettre de nous assurer que cela était prévu dans ces documents cités ci-avant. Outre l'exigence faite à l'Autorité Contractante de préciser dans la Demande de Manifestation d'Intérêt, les critères d'évaluation des dossiers et leur poids respectifs dans la détermination de la note finale, il lui est également prescrit de préciser les modalités de mise en œuvre de la méthode d'évaluation desdits critères ;	
	<p>Observations du CETUD : les évaluateurs ont pondéré les critères qualitatifs exigés par l'IDA pour l'appréciation des MI. Nous rappelons également que la DMI doit permettre d'arrêter une liste de six cabinets. Il n'y a pas de note éliminatoire. Et, encore une fois, la confusion sur les deux procédures induit des conclusions qui nous paraissent inappropriées.</p> <p>Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus, à l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt, n'ont pas été jointes au dossier ;</p> <p>1. Observations du CETUD : Cf. courrier N 988/CETUD/DG/DPA du 28 octobre 2011</p> <p>Le 13 janvier 2012, le CETUD avait écrit aux candidats pour les informer que la date limite de dépôt des offres a été différée au 07 février 2012, pour les</p>	

	<p>demandes de propositions alors que le procès verbal d'ouverture des offres techniques nous révèle que l'ouverture s'est déroulée le 6 février 2012 ;</p> <p>2. <u>Observations du CETUD</u> : A vérifier (sur tous les rapports, il est bien marqué 07 février. Retrouver PV ouverture des offres ou convocation Commission des Marchés)</p> <p>Nous avons noté que les critères d'évaluation de la demande de proposition ne comportent ni le nombre de points octroyés à chaque critère, ni les modalités de détermination de ces points, ni les sous critères relatifs à chaque critère majeur ;</p> <p>Le Procès Verbal d'attribution, la lettre d'information du candidat non retenu, à l'issue de l'examen des propositions, le support de publicité de l'avis d'attribution provisoire et les documents relatifs à l'exécution (ordre de service, attestations de service fait, facture rapports émis par le consultant,...) et au règlement n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>3. <u>Observations du CETUD</u> :cf. observations 7</p> <p>Une retenue de 15% sur les redevances au sens de l'article 202.1 du CGI a été rajoutée aux honoraires imputés au CETUD. Il convient de noter que dès lors que la retenue de 15% vient en majoration du montant des honoraires initialement facturés, elle devra être réintégrée lors de la détermination de la base imposable à l'Impôt sur le Revenu. Par ailleurs, nous avons noté que la base de calcul de cette retenue (987 882 Euros) n'est pas correctement déterminée, car elle devrait se chiffrer à 839 700 Euros (1 013 950 – 174 250).</p> <p>Nous avons noté, au niveau de l'offre technique du prestataire, une incohérence entre le calendrier du personnel et la ventilation de la rémunération. S'agissant d'un marché à prix global et forfaitaire, il n'y a pas lieu de procéder à la correction des offres financières, pour la mise en cohérence des honoraires et frais, avec les informations relatives au calendrier d'intervention, figurant dans l'offre technique. Cependant, le CETUD aurait dû tenir compte de ces éléments, dans l'aspect financier des négociations qui ont suivi la notification de l'attribution.</p> <p><u>Observations du CETUD</u> :Cf. PV de négociation et commentaires IDA sur le PV.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Il n'y a pas eu de confusion entre les deux procédures déroulées par le CETUD relativement à cette acquisition; nous avons passé en revue les deux procédures et sur chacune d'elles, les non-conformités identifiées ont été mentionnées dans le rapport provisoire. Nous avons veillé à analyser le déroulement de ces procédures en référence aux « Directives pour la</p>

	<p>Sélection et l'Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID ». Tous les points de non-conformité soulevés l'ont été par référence à ces directives que vous invoquez quelque peu abusivement «s'en est tenu aux dispositions du bailleur (IDA) ».... pour vous justifier.</p> <p>Imprécision des fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, de la qualité de membre titulaire ou de suppléant des personnes siégeant aux réunions de la Commission des Marchés</p> <p>Nous avons bien reçu la liste des membres de la Commission des Marchés ; ce que nous vous invitons à faire, c'est de mentionner les fonctions exercées par les membres de la Commission des Marchés dans les Procès Verbaux d'Ouverture et d'attribution. Quant aux fonctions exercées successivement par l'actuel Directeur Général vous pouvez être certains que nous avons particulièrement veillé à nous assurer qu'il n' y a pas eu de cumuls incompatibles.</p> <p>Pour l'évaluation de la manifestation d'intérêt, la définition de critères qualitatifs n'empêche pas de les choisir objectifs, pondérés ou hiérarchisés et non discriminatoires. La grille d'évaluation que vous mentionnez dans votre réponse est une nouveauté pour nous car elle ne figurait nullement dans le dossier de marché mis à notre disposition au moment de nos travaux et n'est pas non plus reflétée dans le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt. Sous ce rapport nous voudrions également vous rappeler qu'il y'a bel et bien une note en dessous de laquelle les candidats ne sont pas retenus pour figurer dans la liste restreinte alors comment pouvez vous soutenir qu'il n'y a pas de note éliminatoire pour une manifestation d'intérêt ?</p>
--	---

AMI SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ASSISTANCE AUX GIE POUR L'EXPLOITATION DES LIGNES CONCEDEES	
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	20 Mars 2012 « Le Soleil »
Date de réception des MI	05 Avril 2012
Délai de préparation des offres de la manifestation d'intérêt	15 jours
Date d'évaluation de la manifestation d'intérêt	29 Mai 2012
Date d'invitation des consultants	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	-
Délai de préparation des offres	-
Durée de validité de l'offre	-
Date d'attribution provisoire	29 Mai 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de négociation du contrat	03 août 2012
Date du contrat	06 Août 2012
Date d'approbation	-
Date d'enregistrement du contrat	28 Août 2012
Fournisseurs consultés	-

Nombre d'offres reçues	PAPE CHEIKH NDAO, EL HADJI ALIOUNE TALL, CHEIKH DIOUF, IBRAHIMA NDIAYE.
Délai d'exécution	12 mois renouvelable une fois
Attributaire	IBRAHIMA NDIAYE
Montant du marché en F CFA	32 000 000 FCFA HTVA
Non conformités	<p>Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission, pour la séance d'ouverture des plis, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, conformément à l'art 67.4 du CMP ;</p> <p>Des critères non annoncés dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt ont été utilisés pour l'évaluation des candidatures en violation des articles 59, 80, 82 du CMP et des directives de l'IDA pour la sélection et l'emploi de consultants. Par ailleurs, un critère discriminatoire et orienté relatif à l'exigence pour tout candidat, d'être un économiste des transports totalisant au moins huit ans d'expérience professionnelle, est inclus dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt, en violation du principe d'égalité de traitement des candidats ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution du marché n'a pas été classée dans le dossier ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Les rapports déposés par le consultant n'ont pas été classés dans le dossier, pour nous permettre de nous assurer de la matérialité de l'exécution du contrat ;</p> <p>Des pénalités de retard n'ont pas été prévues dans les conditions particulières du marché, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP ;</p>

	La TVA a été précomptée, mais le justificatif de son reversement n'a pas été classé dans le dossier.
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 80.1 du CMP, sur le classement des candidats sur la base des critères publiés dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'attribution et la notification ;</p> <p>Veiller au respect des articles 13.7 et 133 du CMP sur la mention des pénalités dans le contrat ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<u>Il s'agit d'une sélection de consultant individuel sur financement IDA.</u>
Appréciation du Consultant	<p>Nos observations montrent que nous savons bien qu'il s'agit d'une procédure de sélection de consultant individuel sur financement IDA, ce qui ne vous autorise pas à introduire des critères d'évaluation discriminatoires et orientés, à ne pas informer les candidats évincés....</p> <p>Nous maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

DP MISSION DE CONTROLE DES TRAVAUX DE FINALISATION DU CCTV DE HANN	
Date de saisine des fournisseurs	Le 13 mars 2012 par lettre n°216/CETUD/DG/SPM
Date d'ouverture des plis	Le 20 mars 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Le 23 mars 2012
Date de notification d'attribution	-
Date de signature et d'approbation du contrat	Le 27 mars 2012
Date d'enregistrement	-
Nombre d'offres reçues	Trois offres reçues : Touba Sylla, Serigne Touba Dia, Mamadou Moussa Diarra,
Attributaire	Mamadou Moussa Diarra
Montant du marché en F CFA TTC	4 130 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les marchés relatifs aux prestations de contrôle et de supervision des travaux sont par excellence le type de marché à conclure au temps passé et non à prix global et forfaitaire. En effet, pour ce type de prestations, il est toujours difficile de préciser l'étendue des services et par ailleurs, la durée et le volume des services dépendent souvent de variables sur lesquelles le Consultant n'a pas de maîtrise ;</p> <p>Les lettres d'invitation adressées aux fournisseurs sollicités et devant porter accusé de réception des fournisseurs n'ont pas été jointes au dossier ;</p> <p>L'ouverture des plis et l'attribution ont été condensées dans un même procès verbal ; ces deux étapes de la procédure doivent être transcrites dans des procès verbaux distincts conformément aux articles 67 et 83 du CMP ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM. Notons que cette information</p>

	<p>des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Un procès-verbal unique dit « procès-verbal de dépouillement » a été établi qui résume les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. Quand bien même l'article 78.2 du CMP dispose qu'il est dressé un PV d'attribution, une bonne pratique serait d'établir des Procès Verbaux distincts comme stipulé à l'article 67.4 du CMP portant sur l'ouverture des plis et 83 du CMP portant sur l'attribution du marché.</p>
Recommandations	<p>Utiliser les méthodes de sélection appropriées au regard de la nature des prestations envisagées ;</p> <p>Veiller à la formalisation de l'information des candidats évincés au terme de l'évaluation des offres ;</p> <p>Etablir des procès verbaux distincts pour une meilleure lisibilité des opérations de passation de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il s'agit d'une cotation qui pouvait être dispensée de toute forme écrite et payée sur facture. Par ailleurs, les DRP sont souvent établis en forfait pour éviter des demandes de réajustements des prix par les titulaires..</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre commentaire notamment au regard du coput des prestations.</p> <p>Nous insistons néanmoins encore une fois pour préciser que les marchés relatifs aux prestations de contrôle et de supervision des travaux sont par excellence des marchés à conclure au temps passé et non à prix global et forfaitaire pour les raisons évoquées ci-avant.</p>

4.2.3. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AO N° CETUD/DSP/01/11 SELECTION DU GESTIONNAIRE DE LA GARE ROUTIERE INTERURBAINE DES BAUX MARAICHERS	
Date de demande d'ANO à la DCMP sur le DAO	1 ^{er} décembre 2010
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	7 janvier 2011
Date de publicité de l'AGPM	28 janvier 2011 dans Le Soleil
Date de publication de l'appel d'offres	17 mars 2011 dans Le Soleil
Date de convocation des membres de la CM	26 avril 2011
Date de réception et d'ouverture des offres techniques	4 mai 2011
Délai de préparation des offres	18 jours
Date d'évaluation des offres techniques	Juin 2011
Date du choix des candidats ayant obtenu la note technique minimale	10 juin 2011
Date de demande d'avis à la DCMP sur l'évaluation technique	16 juin 2011
Date d'ANO de la DCMP sur l'évaluation technique	11 juillet 2011
Date d'invitation du candidat à l'ouverture des offres financières et d'information des candidats non retenus	14 juillet 2011
Date d'ouverture des offres financières	29 juillet 2011
Date d'évaluation des offres financières	-
Date d'attribution provisoire	22 septembre 2011
Date de demande d'ANO à la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution	28 septembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le	04 octobre 2011

rapport d'analyse et le PV d'attribution	
Date de publicité de l'attribution provisoire	11 octobre 2011 dans Le Soleil
Date de notification d'attribution provisoire	21 octobre 2011
Date de souscription du contrat	13 septembre 2012
Date d'approbation	11 décembre 2012
Date d'immatriculation	14 décembre 2012
Date de notification du marché	24 décembre 2012
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publicité de l'attribution définitive	24 décembre 2012
Délai d'exécution	Convention signée pour une durée de 5 ans
Attributaire	SENECARTOURS
Montant du marché en F CFA	117 262 621 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'avis d'appel d'offres, n'a pas été préparé conformément aux dispositions de l'article 66.2 du CMP qui indique les mentions obligatoires devant figurer dans un avis d'appel d'offres car, les exigences en matière de qualification n'y ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats ;</p> <p>L'analyse du procès verbal d'attribution nous a permis de noter que SENEARTOURS, attributaire du marché, n'a pas satisfait aux critères de qualification relatifs d'une part, à l'expérience en matière de gestion du mobilier urbain, pour lequel, il a obtenu une note de 0/7 et d'autre part, à l'expérience en matière de gestion et d'exploitation d'équipements marchands, pour lequel, il a fourni des attestations dans la gestion de parcs de véhicules, depuis plus de cinq années, qui ne sauraient faire office d'expérience dans la gestion des équipements marchands. Nous précisons que les équipements marchands sont en général constitués par les halls et marchés, les gares routières, les aires de stationnement et que la gestion de ces équipements marchands consiste à organiser les halls d'attente des gares, donner en location les boutiques, les stations- services, les restaurants ou les cafétérias, les toilettes, assurer le service de nettoyage, l'adduction d'eau, l'entretien des installations électriques etc. La gestion et l'exploitation d'une structure de location de voitures et de transport</p>

	<p>touristique ne peut pas, à notre avis, être assimilée à la gestion et à l'exploitation d'équipements marchands. L'analyse du procès verbal d'évaluation a permis de noter qu'en lieu et place du Gestionnaire justifiant d'un diplôme Bac + 4 en administration et gestion, requis dans le DAO, SENECA TOURS a proposé un Informaticien. Nonobstant la série de non conformités ci-avant mentionnées, l'offre de SENECA TOURS a été déclarée recevable, conforme pour l'essentiel, admise pour examen détaillé et considérée comme satisfaisant aux critères de qualification.</p> <p>Les critères d'évaluation des offres financières, définis dans les conditions particulières, (crédibilité du compte d'exploitation prévisionnel, exhaustivité du compte d'exploitation prévisionnel, consistance de la redevance de fonctionnement proposé) sont subjectifs car, au stade de l'évaluation des offres financières, il n'est pas pertinent d'introduire d'autres critères que celui qui attribue la note maximale au prix le plus bas, parmi les offres techniquement aptes, au regard de l'évaluation technique, les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées étant supposées éliminées; comme indiqué à la note a) ci-avant, les critères et sous critères de jugement des offres doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés.</p> <p>L'examen du procès- verbal d'ouverture des offres financières, a permis de noter que le prix proposé par SENECA TOURS, n'y est pas consigné; ledit procès- verbal doit, impérativement, rappeler la note technique obtenue par tous les candidats invités, à participer à l'ouverture des offres financières et indiquer le prix proposé, par chaque candidat ;</p> <p>La lettre d'invitation, adressée à SENECA TOURS, à l'ouverture de son offre financière, datée du 14 juillet 2011, avait indiqué une date d'ouverture fixée le 28 juillet 2011, alors que l'ouverture de cette offre a eu effectivement lieu le 29 juillet 2012, tel qu'indiqué dans le procès verbal y relatif. Les reports de date d'ouverture des offres doivent être formalisés et une nouvelle invitation adressée à tous les candidats, dont les offres techniques ont obtenu la note technique minimale ;</p> <p>L'examen du procès verbal d'ouverture des offres financières, a permis de noter que le prix proposé par SENECA TOURS n'y est pas consigné. Ledit procès verbal doit, impérativement, rappeler la note technique obtenue par tous les candidats invités à participer à l'ouverture des offres financières et indiquer le prix proposé par chaque candidat ;</p> <p>Les articles 81 alinéa 3, 86 et 87 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (Décision d'attribution), 88 et 89 (recours en matière de passation des marchés publics) du CMP ;</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'a pas été soumis à l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI ;</p>
--	--

	<p>L'attestation d'existence de crédits, les documents liés à l'exécution et au règlement du marché ne sont pas joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans les procès verbaux ;</p> <p>Veiller à procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément à l'article 59 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 424-12 du CGI ;</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 de l'ancien Code des Marchés Publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il s'agit d'une délégation de service public aux risques et périls du gestionnaire. Cela ne coûte absolument rien à l'autorité concédante : au contraire, c'est le gestionnaire qui doit s'acquitter d'une redevance. En ce cas, l'intérêt de l'Etat serait que cette redevance soit la plus élevée possible.</p> <p>Toutefois, la construction de gares routières de voyageurs s'inscrivant dans la politique de modernisation des transports urbains de Dakar voulue par l'Etat du Sénégal, le CETUD se doit de veiller à ce la fonction transport prédomine dans ces infrastructures de régulation. Ainsi, l'aménagement et la gestion des nouvelles gares routières doivent offrir les meilleures prestations, dans des conditions de sécurité et de salubrité satisfaisantes pour les usagers.</p> <p>Veiller à procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément à l'article 59 du CMP :</p> <p>Considérant ce qui a été ci-dessus évoqué, la crédibilité requise des comptes d'exploitation prévisionnelle est donc importante. Et cela passe par le respect des hypothèses du DAO.</p> <p>Il ne faut pas que le gestionnaire minore les charges d'exploitation qui permettent d'assurer le niveau de service souhaité dans la gare (salubrité, sécurité, organisation des dessertes, des conditions d'attente, d'embarquement ou de débarquement,...) ; ce qui explique l'exhaustivité demandée.</p>

	<p>Il ne faut également pas que les recettes soient trop tirées par des activités qui, traditionnellement, étouffent la fonction transport (commerce et publicité, particulièrement : exemple de la gare de Petersen). Enfin, et à contrario, il ne faut pas que les possibilités financières découlant des retombées de la gestion de la fonction transport soient exagérément estimées : le niveau de trafic de la gare a été estimé et figure parmi les hypothèses du DAO à respecter. Ce qui explique ce souci de crédibilité du compte d'exploitation.</p> <p>S'agissant du gérant, il est certes ingénieur informaticien mais dispose de connaissances solides en transport (master 2 en transport et logistique : il a servi plusieurs années à DDD) et, surtout, en gestion (MBA, Bac+5).</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos explications qui ne changent en rien notre appréciation de la conduite de la procédure. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

AO N° S_DAF_CETUD_061/12 RELATIF A L'ASSURANCE MALADIE DU PERSONNEL DU CETUD	
Date de publication de l'AO	15 Novembre 2012 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	17 Décembre 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	31 jours
Date d'ouverture des plis	17 Décembre 2012 à 10 heures
Date de l'évaluation technique	24 Décembre 2012
Date d'attribution	26 Décembre 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non datée
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de souscription	14 Février 2013
Date d'approbation	14 Février 2013
Date d'immatriculation	20 Février 2013
Date de notification	22 Février 2013
Date d'enregistrement du contrat	25 Février 2013
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	Un (1) an
Garantie de soumission	630 000 F CFA
Attributaire	ASKIA ASSURANCE
Montant du marché en TTC	30 976 532 F CFA TTC
Non conformités	<p>Toutes les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres (DAO), en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne</p>

	<p>nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;</p> <p>Le nombre de prestataires ayant acquis le DAO n'a pas été mentionné à l'ouverture des plis, alors que cette information permet d'apprécier l'étendue de la publicité mais également, de valoriser le produit de la vente des DAO ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'ouverture des plis aux candidats, n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus, du rejet de leurs offres n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats, d'exercer leur droit de recours éventuel ;</p> <p>Le support de publication de l'attribution provisoire, les attestations de mainlevées des garanties de soumission des candidats non retenus, la lettre de notification de l'attribution définitive et le support de publication de l'attribution définitive du marché n'a pas été classé dans le dossier, en violation des articles 83.3 et 85 du CMP ;</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière du contrat a permis de constater que les appels de primes ont été émis par la Société de Courtage HORIZONS ASSURANCES, qui agirait comme apporteur d'affaires, alors qu'elle n'a pas agi comme tel dans la procédure d'appel d'offres. L'intrusion de la Société de Courtage en Assurances après l'attribution du marché est généralement, le moyen dont usent les autorités contractantes, pour imposer l'Assureur Conseil qui les a assisté pour préparer le Dossier d'Appel d'Offres, effectuer l'évaluation des offres. La mission de l'Assureur Conseil est une mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et la sélection de ce prestataire doit être effectuée conformément aux dispositions spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</p>

	<p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus et la publication de l'attribution provisoire;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85.4 du CMP, sur la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de veiller au précompte de la TVA et à son reversement ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La collaboration avec le courtier d'assurance HORIZON ASSURANCES est fondée sur les dispositions du livre 5 du code CIMA relatif aux Agents généraux, courtiers et autres intermédiaires d'assurance et de capitalisation. L'objectif du code des marchés publics est de sécuriser les ressources publiques. En l'espèce, il y a aucun décaissement et cela ne fausse pas non plus les règles de la concurrence. Si le CETUD peut bénéficier des conseils et expertise de cabinet sans décaisser de l'argent, nous pensons qu'il ne faut pas s'en priver pour aller payer des prestations intellectuelles.</p> <p>Toutefois nous prenons acte de vos observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos explications notamment les dispositions du Code CIMA que vous invoquez et qui organisent les services de courtage, d'intermédiation... Ce qu'il faut retenir c'est que les règles du jeu doivent être définies à l'avance dans le règlement de la consultation qui doit expressément prévoir l'intervention de l'Assureur- Conseil.</p> <p>Nous maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F-DAF-CETUD/060/12 Fourniture d’agendas 2013 pour le CETUD		Avenant N° 1 au lot 1
Lot 1 : Agendas 2013 Lot 2 : Calendriers multi-pages de luxe et chevalets		
Date des lettres d’invitation	15 novembre 2012	-
Date de dépôt des offres et d’ouverture des plis	23 novembre 2012	-
Délai de préparation des offres	8 jours	-
Date d’attribution	27 novembre 2012	-
Date des lettres de notification d’attribution et d’information aux candidats non retenus	07 décembre 2012	-
Date de souscription du contrat	Lots 1 et 2 : 07 décembre 2012	06 février 2013
Date d’approbation du contrat	Lots 1 et 2 : 12 décembre 2012	06 février 2013
Date de notification	Lot 1 : 17 décembre 2012 Lot 2 : 18 décembre 2012	-
Date d’enregistrement du contrat	Lot 2 : 02 janvier 2013	-
Délai d’exécution	21 jours après accord BAT validation du prototype par le CETUD	15 jours à partir de la signature de l’avenant
Fournisseurs consultés	11 : AMD- SOGEMAC- LA ROCHETTE- POLYKROME- GRAPHIPLUS- ETYNCEL- SELENA COMMUNICATION- LANIANE ENTREPRISE- ICLICK US- ENERGIC CONSULTING- MEDIA TIME	-

Nombre d'offres reçues			SOGEMAC- GRAPHIPLUS- SELENA COMMUNICATION- LANIANE ENTREPRISE-	-
Attributaire	SOGEMAC	Lot 1	6 214 411 F CFA TTC	699 338 F CFA TTC
	GRAPHI PLUS	Lot 2	2 368 142 F CFA TTC	-
Non conformités		<p>Dans le procès verbal unique établi par le CETUD et qui regroupe les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, la Commission des Marchés s'est limitée à mentionner que les offres sont conformes en comparant les prix des offres. Cependant, le contrôle du respect des spécifications techniques définies dans le cahier des charges n'est pas formalisé et retracé dans ce procès verbal en violation de l'article 59 du CMP.</p> <p>Le cahier des charges avait requis un délai d'exécution de 21 jours à compter de la notification du marché alors que les offres et le contrat mentionnent un délai d'exécution de 21 jours après accord sur le Bon à Tirer et la validation du prototype par le CETUD.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres n'ont pas été établies. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les contrats du lot 1 et de l'avenant N° 1 y relatif, qui nous ont été transmis, n'ont pas été soumis à l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI.</p> <p>Le CETUD a conclu un avenant pour la livraison d'agendas supplémentaires une semaine après que la livraison totale du marché de base a été effectuée. Cet avenant a été conclu en violation de l'article 23 du CMP aux termes duquel, « aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet ».</p> <p>L'examen du dossier de marché a permis d'identifier une lettre de désistement pour le lot N° 2 du candidat SELENA COMMUNICATION en date du 26 novembre 2012 qui a été prise en compte par la Commission des Marchés qui a proposé l'attribution dudit lot au second moins disant en violation de l'article 59 du CMP. Nous rappelons sous ce rapport que, le</p>		

	<p>retrait d'une soumission n'est recevable qu'avant la date d'ouverture des plis et que le candidat reste engagé par son offre pendant toute la durée de validité des offres fixée dans le dossier d'appel à la concurrence. A l'examen du contenu du procès verbal d'attribution, il apparait que la vérification des offres au regard des spécifications techniques des agendas et calendriers définies dans le cahier des charges n'avait pas été formellement effectuée en violation de l'article 59 du CMP.</p> <p>L'examen des documents de règlement des factures du lot 1, nous a permis de noter que la TVA a été précomptée, mais l'attestation de précompte et le justificatif de son reversement ainsi que les documents liés à l'exécution et au règlement du lot 2 et de l'avenant n'ont pas été versés au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans les procès verbaux ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 23 et 59 du CMP et 424-12 du CGI ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM portant instructions sur la procédure de DRP ;</p> <p>Mettre en cohérence les informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Nous prenons acte.
Appréciation du Consultant	les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.

DRP Supports de communication pour la FIDAK 2012			
Lot 1 : Impression de support de communication			
Lot 2 : Sérigraphie de tee-shirts			
Date des lettres d'invitation envoyées par mail		28 novembre 2012 à 15 heures 57	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		29 novembre 2012 à 12 heures	
Délai de préparation des offres		1 jour	
Date d'attribution		29 novembre 2012	
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus		-	
Date de souscription du contrat		-	
Date d'approbation du contrat		-	
Date de notification		-	
Date d'enregistrement du contrat		-	
Délai d'exécution		-	
Fournisseurs consultés		08 : Imprimerie du Midi- Graphi Plus- Polykrome- La Rochette- Interpub- Mastercom- VR Communication- Spirit Dakar	
Nombre d'offres reçues		04 : La Rochette- Polykrome- Mastercom- VR Communication	
Attributaire	Polykrome	Lot 1	1 451 400 F CFA TTC
	Mastercom	Lot 2	1 091 500 F CFA TTC
Non conformités		<p>Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès verbal d'attribution ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Les pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP telles que les attestations de la CSS, de l'IPRES, IRT, le quitus fiscal... ne figurent pas dans les conditions de soumission qui</p>	

	<p>n'exigent que la présentation du NINEA et du RC ;</p> <p>Le cahier des charges devant faire la description des prestations ou fournitures requises et les spécifications techniques s'y rapportant n'a pas été joint au dossier ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres n'ont pas été établies. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les factures pro forma des sociétés Polykrome et La Rochette présentent des similitudes laissant entrevoir qu'elles proviendraient de la même source ou de sources liées ;</p> <p>Le PV d'ouverture des plis, les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus, les contrats, les attestations de précompte TVA et les justificatifs de leur reversement et les documents liés au règlement (chèque) du lot 1 n'ont pas été versés au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à fixer des délais de préparation des offres assez raisonnables pour permettre aux candidats de soumissionner ;</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans les procès verbaux ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM portant instructions sur la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le montant total de la DRP s'élève à 2 542 900 CFATTC.</p> <p>Cette procédure est fondée sur l'arrêté n° 011585 du 28/12/07 pris en application de l'article 77-3 du code des marchés publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à</p>

	<p>règlement sur mémoires ou factures. <u>Article :1^{er}</u> : En application de l'article 77-3 du code des marchés publics, les commandes répondant aux conditions suivantes peuvent ne pas donner lieu à des formes écrites et faire 'objet de règlement sur mémoires ou factures :</p> <p>-les services autres que des prestations intellectuelles et fournitures d'un montant estimé inférieur à 3 millions Fcfa TTC.</p> <p>Vous mentionnez de similitudes de factures de PYLYKROME et la ROCHETTE. C'est deux entreprises leaders dans l'impression aux Sénégal. Vous pouvez Allez vérifiez le N° facture Polykrome : 56053 émise le 12/12/2 et celle de Rochette : N° 91 899v1/AS/CETUD/page1. L'offre de la Rochette était signée par Mme Alice SY Anyim et la commande du CETUD était suivie par Mme BARAGO.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Pour rappel, cet arrêté n° 011585 du 28/12/07 pris en application de l'article 77-3 du code des marchés publics que vous invoquez n'est plus en vigueur, il a été remplacé par l'arrêté n° 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP.</p> <p>Nous prenons acte de votre commentaire.</p>

DRP Fourniture Agendas 2012			
Date des lettres d’invitation envoyées par mail			-
Date de dépôt des offres et d’ouverture des plis			1 ^{er} Décembre 2011
Délai de préparation des offres			-
Date d’attribution			Lot 2 : 06 Février 2012
Date des lettres de notification d’attribution et d’information aux candidats non retenus			-
Date de souscription du contrat			-
Date d’approbation du contrat			-
Date de notification			-
Date d’enregistrement du contrat			-
Délai d’exécution			-
Fournisseurs consultés			-
Nombre d’offres reçues			04 : QUALISER, SOGEMAC, DAK’COR, SELENA COMMUNICATION
Attributaire	SOGEMAC	Lot 1 : Agendas et Chevalets	6 835 500 F CFA TTC
		Lot 2 : Porte documents et sacs en cuir	1 184 130 F CFA TTC
Non conformités		Les fonctions des membres de la commission des marchés n’ont pas été précisées dans le procès verbal d’attribution ; cette information est importante en ce qu’elle permet aux vérificateurs d’apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées ; Les Procès Verbal d’ouverture des plis, dévaluation des offres et	

	<p>d'attribution du marché n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>L'attributaire initial du lot N° 2, DAK'OR a transmis au CETUD une lettre de désistement au motif qu'il n'était pas en mesure de se conformer à l'exigence de livrer des sacs et porte-documents en cuir. Ceci est une illustration des insuffisances dans la conduite du processus d'évaluation des offres notamment par la mise en œuvre d'un contrôle formel du respect des spécifications techniques définies dans le cahier des charges. Nous rappelons que le retrait d'une soumission n'est recevable qu'avant la date d'ouverture des plis et que le candidat reste engagé par son offre pendant toute la durée de validité des offres fixée dans le dossier d'appel à la concurrence ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus, le contrat du lot 1, et les documents liés à l'exécution et au règlement (chèque) du marché n'ont pas été versés au dossier ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité d'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans les procès verbaux ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures conformément à l'article 424-12 du CGI ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Nous prenons acte.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire et maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

DRP NETTOIEMENT CETUD, ENLEVEMENT ORDURES 2012	
Date de saisine des fournisseurs	Le 25 juillet 2012 par lettre n°667/CETUD/DG/SPM
Date d'ouverture des plis	Le 27 juillet 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	01 jour
Date d'attribution	Le 30 juillet 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	03 aout 2012
Date de signature et d'approbation du contrat	L'acte d'engagement a été signé le 07 aout 2012 pour être approuvé le 08 aout 2012
Date d'enregistrement	-
Attributaire	LOC SET SURL
Montant du marché en F CFA TTC	354 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation n'ont pas fait mention de pièces administratives à déposer telles que les attestations de la CSS, de l'IPRES, le quitus fiscal, ceci en violation de l'article 44 du CMP ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424.12 du CGI ;</p> <p>L'offre de SENTHRAS n'a pas été jointe au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP sur les renseignements et justifications à fournir.</p> <p>Il convient de demander aux autorités de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures conformément à l'article 424-12 du CGI ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	C'est une cotation et on a puisé dans notre base de données les entreprises qu'on estimait disposer des capacités technique, juridique et financière à réaliser les prestations.

Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire et maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

DRP MATERIEL ET EQUIPEMENT RESEAUX			
Date de saisine des fournisseurs		Le 22 décembre 2011	
Date d'ouverture des plis		-	
Délai de préparation des offres		-	
Date d'évaluation et d'attribution		-	
Date de notification d'attribution		-	
Date de signature et d'approbation du contrat		-	
Date d'enregistrement		-	
Attributaire par article	NEDGE	ITEM 1/ Switchs	362 260 F CFA TTC - -
	OUMOU INFORMATI QUE	ITEM 2/ Modem- routeur	88 500 F CFA TTC
		ITEM 3/ Points d'access	283 200 F CFA TTC
	CARREFOU R INFORMATI QUE	ITEM 4/ Disques durs	106 200 F CFA TTC
Non conformités		<p>Un procès-verbal unique dit « procès-verbal d'attribution » a été établi et résume les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution qui ont eu lieu le même jour c'est-à-dire le 23 janvier 2012. Quand bien même, l'article 78.2 du CMP dispose qu'il est dressé un procès-verbal d'attribution, une bonne pratique serait d'établir des procès-verbaux distincts comme stipulé à l'article 67.4 du CMP portant sur l'ouverture des plis et 83 du CMP portant sur l'attribution du marché ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux</p>	

	<p>vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Au regard du processus déroulé pour l'attribution du marché, le marché a été passé tel un marché à commande et l'avis de la DCMP aurait dû être requis, au préalable, pour se conformer à l'article 140.a du CMP qui stipule que « la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation de la procédure de passation concernant les marchés à commande..... » ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et les lettres d'informations de rejet, n'ont pas été jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le cahier des charges et les lettres d'invitation n'ayant pas été versés au dossier, nous n'avons pas été en mesure d'apprécier, le respect des caractéristiques techniques exposées lors de l'évaluation de la conformité des offres et surtout la date limite de dépôt des plis et le délai de préparation des offres ;</p> <p>Il convient de noter que le dossier qui nous a été soumis n'a pas été constitué conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des pièces de marchés (pas de contrat, de lettre de notification....).</p> <p>Pour l'achat de deux Switch, le CETUD a requis du candidat NEDGE moins disant conforme, la réduction de ses délais de livraison en raison de l'urgence à mettre en place des Switch intelligents du fait de la survenance d'une panne sur le réseau informatique du CETUD; face à l'incapacité du candidat de réduire les délais proposés dans son offre, le second moins disant OUMOU INFORMATIQUE a été déclaré attributaire de cet article. En procédant de la sorte, l'Autorité Contractante viole le principe de l'intangibilité des offres, modifie les spécifications techniques puisqu'il n'était pas question d'acquérir des Switch intelligents.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 67, 78 et 83 du CMP ;</p>

	<p>Se conformer à l'article 140.a du CMP, sur le contrôle a priori de la DCMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>On pouvait se passer de toute cette procédure vu le montant mais par souci de transparence on a tenu à dresser un procès-verbal d'ouverture et d'attribution.</p>
Appréciation du Consultant	<p>. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

Description	DRP TRAVAUX DE CURAGE DU RESEAU D'EAUX PLUVIALES DE LA GARE ROUTIERE DE COLOBANE	DRP Lot 1 FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES Lot 2 ACCESSOIRES INFORMATIQUES	DRP ASSISTANCE A LA CONCEPTION ET A L'ORGANISATION DE LA CEREMONIE D'INAUGURATION CCTVA	DRP FOURNITURE DE CARTOUCHES D'IMPRIMANTE
Date de saisine des fournisseurs	27 juillet 2011 03 août 2012	07 juin 2012	16 janvier 2012	10 octobre 2012
Date d'ouverture des plis	04 août 2011 04 Septembre 2012	11 juin 2012	23 janvier 2012	11 octobre 2012
Délai de préparation des offres	07 jours 30 jours	03 jours	06 jours	00 jour
Date d'attribution	04 août 2011 23 août 2012	15 juin 2012	23 janvier 2012	11 octobre 2012
Notification d'attribution	11 Septembre 2012	Néant	-	-
Information des candidats non retenus	11 Septembre 2012	Néant	-	-
Fournisseurs consultés	Cinq: SNIC ; GEAUR ; ENT ; GTHE ; SADE	Six: BISS MULTIMEDIA ; BUROTIC DIFFUSION ;	Cinq: SPOTONE ; MAGNUM OPUS ; DISTRIBUTOU;	-

		MCI ; MASTER OFFICE ; OFFICE LEADER ; PLATFORM TECHNOLOGIES	POLYSERVICES ; PLETHORA	
Nombre d'offres reçues	Deux (02) : SNIC ; ENT	Trois (03) : MASTER OFFICE ; BISS MULTIMEDIA ; PLATEFORM TECHNOLOGIES	-	-
Attributaires	GEAUR SNIC	Lot 1 BISS MULTIMEDIA Lot 2 MASTER OFFICE	POLYSERVICES	MASTER OFFICE
Montant du marché en F CFA	1 190 030 1 826 640	Lot 1 4 438 145 Lot 2 541 234	23 824 790	1 228 140
Fournitures	-	-	-	-
Non conformités	<p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas définies dans le PV d'ouvertures des plis, pour nous permettre de vérifier s'il existe des incompatibilités ou des conflits d'intérêt.</p> <p>Les contrats qui nous ont été transmis n'ont pas été soumis aux formalités de l'enregistrement à la DGID, en violation de l'article 424.12 du CGI.</p> <p>DRP FOURNITURE DE CONSOMMABLES ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES</p> <p>L'examen du dossier nous a permis de constater que certaines lettres d'invitation ont été reçues et déchargées par des sociétés à qui elles n'étaient pas adressées exemple : (lettre d'invitation de M.C.I reçue par BUROTIC DIFFUSION ; celle de BUROTIC DIFFUSION reçue par MASTER OFFICE ; celle de MASTER OFFICE reçue par BISS MULTIMEDIA ;</p>			

	<p>celle de BISS MULTIMEDIA reçue par M.C.I). Une erreur ne peut pas se répéter avec quatre (04) sociétés différentes.</p> <p>Seule l'offre de MASTER OFFICE est accompagnée du modèle d'acte d'engagement et de la charge de transparence et d'éthique en matière de Marchés Publics.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.</p> <p>DRP SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ASSISTANCE A LA CONCEPTION ET A L'ORGANISATION DE LA CEREMONIE D'INAUGURATION CCTVA</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas définies dans le Procès Verbal d'ouvertures des plis, pour nous permettre de vérifier s'il existe des incompatibilités ou des conflits d'intérêt ;</p> <p>La commission technique est composée de deux (02) membres, le nombre de membres est insuffisant, un minimum de trois personnes est requis au cas où il y'aurait désaccord, un troisième avis serait nécessaire pour les départager ;</p> <p>Le cachet du consultant n'a pas été apposé dans le contrat ;</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>DRP FOURNITURE DE CARTOUCHES D'IMPRIMANTES</p> <p>Les Bordereaux de Livraison N° 004099 du 12/10/2012 et N° 004200 du 18/10/2012 sont conformes au Bon de Commande N° 150/12 sauf qu'il y'a une (01) cartouche HP 9385A NOIR N° 88 PR K550 qui est retournée au fournisseur et cette information n'est pas consignée dans le procès-verbal de réception du 04 mars 2013 ;</p> <p>Aucun document justifiant l'augmentation des quantités qui figurent sur le Bon de Commande N° 0000324 du 12/10/2012 n'est joint au dossier ;</p> <p>Une incohérence est notée sur le moyen de paiement qui figure dans l'ordre de paiement notamment le chèque N° 2477544/BICIS alors que le chèque effectivement émis et qui a été joint au dossier est le chèque CBAO N° 9901312 du</p>
--	---

	16/04/2013 émis à l'ordre de MASTER OFFICE pour le même montant.
Recommandations	<p>Définir les fonctions de chaque membre de la commission des marchés dans les procès verbaux ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats ;</p> <p>Veiller au respect des articles 13.7 et 133 du CMP, sur la mention des pénalités de retard ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 424.12 du CGI, sur l'enregistrement des contrats, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de veiller au précompte de la TVA et à son reversement.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Toute la documentation relative à ces commandes visées ci-dessus est disponible.</p> <p>Pour l'avenir, nous veillerons à laisser des copies à l'ACP, aux risques d'engorgement et de coûts supplémentaires que cet d'archivage exigera.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

4.2.5 OPÉRATIONS PASSÉES PAR COMMANDE DIRECTE ET/OU SELECTIONNES A PARTIR DE LA BALANCE

FOURNISSEURS

	Commande 1	Commande 2	Commande 3	Commande 4
DESCRIPTION	Cartouches d'encre	Etude topographique de la voie de raccordement du CCTV	Travaux supplémentaires d'entretien et de réhabilitation du bâtiment Siège du CETUD	Mission d'étude et contrôle de divers travaux et de réhabilitation du bâtiment siège CETUD
Date de saisine des fournisseurs	-	-	03 avril 2012	-
Date d'attribution	-	-	16 avril 2012	-
Fournisseurs consultés	-	-	05 : EMER- MAXEN- EDD- GETRAC- MANCONS	-
Nombre d'offres reçues	-	-	05 : EMER- MAXEN- EDD- GETRAC- MANCONS	-
Attributaires	Office Leader	Bureau d'Etudes Techniques Plus	MAXEN	Cabinet d'Architecture Coundoul
Montants en F CFA	1 522 908 F CFA TTC	2 500 000 F CFA TTC	4 758 618 F CFA TTC	2 478 000 F CFA TTC

<p>Non conformités</p>	<p>Les bases de sélection des fournisseurs n'ont pas été précisées. Même s'il s'agit de prestations dispensées de la forme écrite, le seuil arrêté par le MEF, n'ayant pas été atteint, un minimum de formalisme était requis. En effet, le CETUD aurait du requérir cinq factures pro forma pour une comparaison de prix et faire son choix par la suite ;</p> <p>Les attestations de précompte TVA et les justificatifs de leur reversement n'ont pas été joints aux dossiers ;</p> <p>Pour la commande N° 2 relative à l'étude topographique de la voie de raccordement du CCTV, le rapport relatif à l'étude et l'attestation de service fait n'ont pas été joints au dossier.</p> <p>Commande N° 3 Travaux supplémentaires d'entretien et de réhabilitation du bâtiment Siège du CETUD</p> <p>Il est indiqué dans le Procès Verbal d'attribution joint à la liasse que cinq entreprises de la place ont été sollicitées le 03 avril 2012, cependant, ces lettres n'ont pas été versées au dossier ;</p> <p>Au regard de la consistance des travaux, même si les prestations ne dépassent pas le seuil des contrats dispensés de forme écrite (5 000 000 F CFA), une DRP en bonne et due forme aurait dû être menée avec un cahier de charges, convenablement élaboré. Cependant, la liasse ne comporte que les éléments d'exécution (décompte final, PV de réception, bon de commande) et de règlement (chèque). Les offres des autres soumissionnaires consultés ne sont pas non plus jointes au dossier.</p> <p>Commande N° 4 Mission d'étude et contrôle de divers travaux et de réhabilitation du bâtiment siège CETUD</p> <p>Le mémorandum du 03 février 2011 joint au dossier mentionne que les CV de cinq consultants (Said Ben Messaoud, Médoune Niass, Tanor Dieng, Ibrahima Coundoul et Babacar Ba) ont été évalués et par la suite Monsieur Ibrahima Coundoul a été choisi ;</p> <p>Cependant, la procédure menée pour aboutir au choix du Cabinet Coundoul n'a pas été retracée dans la</p>
-------------------------------	---

	liasse qui nous a été transmise.
Recommandations	<p>Veiller à apporter plus de formalisme dans les opérations dispensées de la forme écrite ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Toute la documentation est disponible au niveau de CETUD.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

DESCRIPTION	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE FOURNISSEURS ET DU GRAND LIVRE			
	Maîtrise d'œuvre des travaux de finition Aménagement Gare Baux Maraîchers	Etude d'indicateurs de conformité et de suivi de concession	Etude sur les indicateurs et données de transport public pour le compte de l'Observatoire du CETUD	Etude sur les indicateurs et données de transport public pour le compte de l'Observatoire du CETUD
Date de signature du contrat	-	30 novembre 2012	30 novembre 2012	30 novembre 2012
Date d'enregistrement du contrat	-	02 janvier 2013	02 janvier 2013	02 janvier 2013
Délai d'exécution	3 mois	-	-	-
Attributaires	Allé Diouf	Ecole Supérieure Polytechnique (ESP)	Ecole Supérieure Polytechnique (ESP)	Ecole Supérieure Polytechnique (ESP)
Montants en F CFA	5 589 474 F CFA TTC	10 535 000 F CFA HTVA	20 153 000 F CFA HTVA	15 093 000 F CFA HTVA
Non conformités	<p>Les bases de sélection des fournisseurs n'ont pas été précisées.</p> <p>Maîtrise d'œuvre des travaux de finition Aménagement Gare Baux Maraîchers</p> <p>Aucune documentation relative à cette prestation n'a été jointe au dossier, mis à part, une offre de consultance, le cadre estimatif du consultant et les documents de règlement ;</p> <p>S'agissant de prestations intellectuelles, l'offre technique du consultant choisi ne figure pas dans le dossier ;</p> <p>Il s'y ajoute que le montant de l'offre financière du consultant (5 310 000 F CFA TTC) est différent du montant de la facture émise (5 589 000 F CFA TTC) par ce dernier ;</p> <p>Nous notons que le consultant a été sélectionné à travers une consultation restreinte de consultants individuels, rappelons que ces prestations ont été financées par l'Etat du Sénégal. Nous précisons que l'évaluation des</p>			

	<p>consultants sur la base des CV est admise pour une sélection basée sur la qualification, procédure non prévue par le CMP. La consistance des travaux requiert la consultation d'une firme. Il ressort de l'examen du dossier que l'emploi d'ingénieurs est indispensable pour cette prestation, donc le choix porté sur un consultant individuel en lieu et place d'une firme n'est pas conforme ;</p> <p>La présentation de l'offre financière du prestataire et celle de son devis estimatif sont incohérentes. En effet, cette incohérence est relative à la durée du marché de trois mois indiquée dans l'offre financière et le nombre d'hommes/mois mentionné dans le cadre de devis estimatif qui est par ailleurs non renseigné, seule cette information y figure ;</p> <p>De plus, nous constatons une autre non-conformité par le fait que cette mission qui est une mission de supervision et de contrôle de travaux soit forfaitisée alors que ce type de mission doit être fait au temps passé ;</p> <p>Sur les marchés portant sur les Etudes d'indicateurs attribués à ESP, les liasses ne présentent que des contrats et des pièces de règlement. L'avis de non objection de l'IDA sur les TDR et l'entente directe et l'Accord de Crédit n'ont pas été également joints au dossier.</p>
Recommandations	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Maîtrise d'œuvre des travaux de finition Aménagement Gare Baux Maraîchers : il s'agit d'une activité menée dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée à l'AGEROUTE. Le CETUD règle les factures transmises et certifiées par l'AGEROUTE.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire.

DESCRIPTION	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE FOURNISSEURS ET DU GRAND LIVRE	
	Raccordement en enrobés de la partie Intérieure (en pavé avec la partie Extérieure, Bitumé de l'Accès Principal) au Centre de Contrôle Technique des Véhicules	Réalisation des travaux de VRD : - Travaux déjà exécutés par l'intermédiaire de l'AGETIP Réparations, remises en conformité et achèvement des travaux de VRD dévolus au CETUD
Attributaires	Société Générale des Travaux Publics d'Etudes et Réalisations (GTER)	ECTP
Montants en F CFA	944 000 F CFA TTC	609 250 000 F CFA : - 347 982 169 F CFA - 261 267 831 F CFA
Non conformités	<p>Les bases de sélection des fournisseurs n'ont pas été précisées ;</p> <p>Raccordement en enrobés de la partie Intérieure (en pavé avec la partie Extérieure, Bitumé de l'Accès Principal) au Centre de Contrôle Technique des Véhicules</p> <p>Aucune documentation relative à cette prestation n'a été jointe au dossier mis à part la liasse comptable comprenant le bon de commande, la facture et le PV de réception. Même si les prestations n'ont pas atteint le seuil relatif aux opérations dispensées de la forme écrite, au regard de la consistance des travaux, une procédure formalisée aurait dû être menée. Il s'y ajoute que nous avons noté une procédure de régularisation en violation de l'article 44 du COA. En effet, le bon de commande est daté du 02 mars 2012 postérieurement à la facture et au Procès Verbal de réception qui sont datés du 03 février 2012.</p> <p>Réalisation des travaux de VRD</p> <p>Mis à part le protocole d'accord signé entre l'ACQT et l'ECTP, la facture d'ECTP et la liste des bénéficiaires des magasins, tables et cantines, le dossier devant retracer la procédure de passation des marchés n'a pas été mis à notre</p>	

	disposition.
Recommandations	<p>Veiller à apporter plus de formalisme dans les opérations dispensées de la forme écrite ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Il s'agit de la mise en œuvre du plan d'action pour la réinstallation des commerçants occupant l'emprise ferroviaire à Thiaroye approuvé par la Banque mondiale et menée sous l'égide du Préfet de Pikine. ECTP est le promoteur du Centre Commercial devant accueillir les commerçants dûment recensés (ayants droits).
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

Description	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE - PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA MOBILITE URBAINE				
	Travaux de raccordement électrique du centre de visite technique de véhicules automobiles (Ex-TP SOM)	Fourniture de scanner de production au CETUD	Etude portant sur le renouvellement du parc de véhicules de transport public routier interurbain de voyageurs et la professionnalisation des acteurs du transport au Sénégal sur l'AXE SUD		Kit de transfert (ITB) pour la réparation de l'imprimante HP CP 3525dn
Fournisseurs consultés	-	-	-	-	-
Attributaires	TECHNOLEC	SECOMDIS	MALICK NDIAYE	MALICK NDIAYE	MC3 SENEGAL SARL
Montants	1 078 500 F CFA	10 668 857 F CFA TTC	4 674 000 F CFA	3 116 000 F CFA	364 500 F CFA
Non conformités	<p>Travaux de raccordement électrique du centre de visite technique de véhicules automobiles (Ex-TP SOM) - Fourniture de scanner de production au CETUD - Etude portant sur le renouvellement du parc de véhicules de transport public routier interurbain de voyageurs et la professionnalisation des acteurs du transport au Sénégal sur l'AXE SUD - Kit de transfert (ITB) pour la réparation de l'imprimante HP CP 3525dn</p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été non plus classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.</p> <p>Fourniture de scanner de production au CETUD</p>				

	Aux termes du contrat, une demande de cotation aurait été lancée, mais les offres des autres candidats n'ont pas été classées dans le dossier.
Recommandations	Se conformer à l'article 76 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Tous les documents relatifs à ces marchés sont disponibles.</p> <p>Le CETUD veillera à l'avenir à fournir des copies à la comptabilité, étant entendu que les originaux sont archivés à la Cellule de passation des marchés.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

Description	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE
	Fournitures d'Agendas 2012 au CETUD Lot 1 "Agendas et Chevalets »
Fournisseurs consultés	-
Attributaires	SELENA COMMUNICATION
Montants	8 614 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le contrat signé le 06 Janvier 2012 n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI ;</p> <p>Eu égard à la facture et au montant consigné sur le chèque, la TVA a été précomptée, mais le justificatif de son reversement n'a pas été classé dans le dossier ;</p> <p>L'examen des dossiers nous a permis de noter que le marché a donné lieu à la conclusion de plusieurs contrats pour un montant cumulé estimé à 16 633 630 F CFA TTC; cette démultiplication de DRP dont le cumul dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres est assimilable à un fractionnement des marchés proscrit par l'article 54-5 du CMP; ces acquisitions récurrentes auraient dû donner lieu à l'organisation d'appels d'offres avec conclusion de marchés à commandes ou de marchés de clientèle;</p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle, pour la sélection du prestataire, n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe, n'a été classée dans le dossier, en violation de l'article 76 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 54.5 du CMP, sur le fractionnement des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 76 du CMP.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Tous les documents relatifs à ces marchés sont disponibles.</p> <p>Le CETUD veillera à l'avenir à fournir des copies à la comptabilité, étant entendu que les originaux sont archivés à la Cellule de passation des marchés.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre commentaire. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

Description	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE			
	Réalisation d'un film documentaire sur la sécurité routière pour le Conseil Interministériel du 30 août 2012	Modification de la structure du plan Budgétaire pour l'amener à 6 niveaux	Publi reportage sur « la Mobilité Urbaine » Interview avec le Directeur Général	Contrat d'assistance annuel sur les logiciels
Fournisseurs consultés	BUZZ STUDIO ; MAC DESIGN ; MILK FACTORY ;	Cabinet 2 DBC	Transports et routes	Cabinet 2 DBC
Attributaires	BUZZ STUDIO	CABINET 2 DBC	TRANSPORTS ET ROUTES	CABINET 2 DBC
Montants	4 720 000	885 000	1 416 000	3 540 000
Non conformités	<p>Réalisation d'un film documentaire sur la sécurité routière pour le Conseil Interministériel du 30 août 2012</p> <p>Les lettres d'invitation ne sont versées pas dans le dossier pour nous assurer que cinq entreprises ont été bien consultées conformément à l'article 78 du CMP ;</p> <p>Le contrat signé le 27 août 2012 n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI ;</p> <p>Le 29 août 2012, la commission de réception a constaté la bonne exécution des services et a prononcé la réception sans aucune précision sur le nombre de DVD et de copies CD reçus.</p> <p>Modification de la structure du plan Budgétaire pour l'amener à 6 niveaux</p> <p>Aucune pièce justifiant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle n'a été classée dans le dossier, alors qu'aucune autorisation ou avis de la DCMP, pour contracter par entente directe n'a non plus, été mis à notre disposition,</p>			

	<p>en violation de l'article 76 du CMP.</p> <p>Publi – reportage sur « la Mobilité Urbaine » Interview avec le Directeur Général</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Aucun élément justifiant la procédure concurrentielle ayant été menée pour sélectionner le prestataire n'est classé dans le dossier pour nous permettre de voir si d'autres firmes étaient consultées ou non.</p> <p>Contrat d'assistance annuel sur les logiciels</p> <p>Le cachet du prestataire n'a pas été apposé sur le contrat signé le 1^{er} janvier 2012 ;</p> <p>Le dossier qui nous a été transmis ne comprend que la facture de l'attributaire, en sus du contrat ;</p> <p>Aucune autre information relative à la procédure de sélection du prestataire n'a été fournie.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 76 du CMP ;</p> <p>Il convient de demander aux prestataires de soumettre les contrats aux formalités de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de veiller au précompte de la TVA et à son reversement ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Publi – reportage sur « la Mobilité Urbaine » Interview avec le Directeur Général</p> <p><i>Transport et Routes</i> est une revue spécialisée qui n'a pas de concurrent.</p>

	<p>Tous les documents relatifs à ces marchés sont disponibles.</p> <p>Le CETUD veillera à l'avenir à fournir des copies à la comptabilité, étant entendu que les originaux sont archivés à la Cellule de passation des marchés.</p> <p>S'agissant des publi-reportage, le CETUD choisit les supports les plus appropriés chaque fois que de besoin.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre commentaire</p>

DESCRIPTION	OPERATIONS EXTRAITES DE LA BALANCE AUXILIAIRE			
	Fourniture et pose rideaux californiens	Réalisation d'un film sur le secteur du transport	Insertion publicitaire dans l'annuaire des collectivités locales	Etude de satisfaction des usagers du service public de transport urbain
Date de saisine des fournisseurs	-	-	-	-
Date d'attribution	-	-	-	Le 17 novembre 2011
Fournisseurs consultés	-	-	-	-
Nombre d'offres reçues	-	-	-	-
Attributaires	PRIMEX	LOGUISS CINEPROD	VSM SARL	INEF SAGEP
Montants en F CFA	2 100 000 F CFA TTC	1 937 770 F CFA TTC	1 062 000 F CFA TTC	15 652 500 F CFA TTC
Non conformités	<p>A la lecture des différents dossiers, aucun document, justifiant le recours à une procédure concurrentielle, n'a été classée dans le dossier.</p> <p>Il est vrai qu'au regard de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances qui stipule que les marchés n'ayant pas atteint les seuils de 3 000 000 F CFA pour les marchés de fournitures ou services et 5 000 000 FCFA pour les marchés de travaux ou prestations intellectuelles, soient dispensés de forme écrite, ceci</p>			

	<p>n'empêche pas que l'autorité contractante aurait dû requérir cinq (05) factures pro-forma pour une comparaison de prix, pour pouvoir faire un choix respectant les principes d'accès libre à la commande publique, d'égalité de traitement et surtout de transparence.</p> <p>Commande directe – Réalisation d'un film sur le secteur de transport</p> <p>Nous avons noté une incohérence au niveau des dates du procès-verbal de réception (08 décembre 2011) et du bon de commande (20 décembre 2011). En effet, le procès-verbal de réception ne saurait être antérieur à l'édition du bon de commande qui représente le début d'exécution du marché, ce qui laisse entrevoir une opération de régularisation d'opérations déjà exécutées, en violation de l'article 44 du COA et de l'exigence de transparence des procédures, consacrée par l'article 24 du COA.</p> <p>Commandes directes – Fourniture et pose de rideaux californiens – Réalisation d'un film sur le secteur du transport – Insertion publicitaire dans l'annuaire des collectivités locales Edition 2012</p> <p>Les attestations de précompte de TVA et les justificatifs de leur reversement n'ont pas été joints aux dossiers.</p> <p>Commande directe – Etude de satisfaction des usagers du service public de transport urbains</p> <p>L'examen du procès-verbal d'attribution nous a permis de constater la présence, sur le tableau d'évaluation de deux candidats, alors que l'ouverture d'un délai supplémentaire d'au moins quinze (15) jours, lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis, aux heure et date limite de réception des offres, pour une consultation restreinte, n'a pas été renseignée dans le dossier, en violation de l'article 58 de la directive N°04/2005/UEMOA, portant procédures de passation des marchés publics.</p> <p>Au regard du procès-verbal d'attribution, nous n'avons aucune information sur la méthode de sélection du consultant. Par ailleurs, les termes de références joints au contrat et versés dans le dossier, ne précisent aucunement les critères de sélection en violation des dispositions de l'article 80.1 du CMP.</p> <p>Les procès-verbaux d'ouverture des offres techniques et des offres financières et les rapports d'évaluation y</p>
--	--

	<p>relatifs n'ont pas été classés dans le dossier en violation des dispositions de l'article 80.5 et 80.7 du CMP.</p> <p>En outre, les justificatifs de l'exécution des prestations notamment le (s) rapport (s) émis par le bureau d'études n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à apporter plus de formalisme dans les opérations dispensées de la forme écrite.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 24 et 44 du COA et de l'article 58 des Directives N° 04/2005/UEMOA portant procédure de passation des marchés publics.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Nous prenons acte.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre commentaire. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél: 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

A Monsieur le Directeur Général
du Conseil Exécutif des Transports
Urbains de Dakar
(CETUD)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.




Ibra Guéye
Directeur-Associé
B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

